

Café Europa

ανάρτηση **Europa**



 **si c'était à refaire**
Paul Lenormand | Jaroslav Kurfürst |
Matthieu Dussouillez | Gilles Abegg

Sommaire

Éditorial	4
Raphaël Joyeux	
Relations franco-tchèques : mémoires et perspectives	
Les accords de Munich de 1938	8
Paul Lenormand, Maître de conférences à l'Université Paris-Nanterre	
Jean Bouhey, portrait	18
La Diplomatie aujourd'hui	20
Entretien avec Jaroslav Kurfürst, Ambassadeur de la République tchèque en France et à Monaco	
Culture Primăvară	
Un photographe sur les routes d'Europe	28
Gilles Abegg, cahier photos	
Primăvară - Printemps	36
Gilles Abegg	
Monde d'aujourd'hui La place de la culture	
La place de la culture	46
Entretien avec Matthieu Dussouillez, Directeur général de l'Opéra national de Lorraine	
Focus - Brundibár de Hans Krása	54
Štěpán Smažiček	
Regards tchèques Systèmes scolaires tchèque et français	
Comparaison des systèmes scolaires tchèque et français	60
Linda Boubinova	
Paroles d'élèves Orientation des élèves de la section tchèque	
Que veulent faire les élèves de la section tchèque ?	70
Entretiens avec Veronika et Zain	



Éditorial

Chers lecteurs, je tiens tout particulièrement à vous remercier pour l'accueil que vous avez accordé à **Café Europa** et son premier numéro « De la rue, des idées ». Vos différents retours, tant sur le projet que sa réalisation, nous vont droit au cœur. Je tiens également à témoigner de ma profonde reconnaissance envers ceux qui ont participé à la campagne de financement. Enfin, j'aimerais exprimer ma gratitude à l'égard de tous ceux qui, de près ou de loin, participent à la construction du projet **Café Europa**. Heureux que le premier numéro vous ait plu, je suis fier de vous proposer en ce 21 mars le deuxième numéro de notre revue.

En ce jour du printemps, le vert est à l'honneur. Les premiers bourgeons surgissent avec l'espoir de devenir des fleurs, les arbres aux silhouettes fatiguées retrouvent leurs feuilles enjouées, les vives hirondelles annoncent la saison nouvelle, la lumière chaleureuse du soleil revient éclairer nos pensées, c'est même « la saison des amours ». Tant de symboles du renouveau de la vie, de l'espoir comme compagnon et de la lumière comme horizon, représentés par le vert du printemps. Pour nous, européens, cette renaissance est un chemin dans lequel les mots curiosité, fraternité et échanges résonnent.

Le monde change. Comment le (re)faire ? L'avenir se construit. Comment l'appréhender ? Comment l'influencer ? Cela est probablement impossible à déterminer. Toutefois, rien ne nous empêche d'essayer, autour d'une discussion de café...

Si le monde est à réinventer, comprendre les épisodes qui l'ont fait peut s'avérer judicieux. Dans un contexte géopolitique inédit, l'ombre des accords de Munich de 1938, à tort ou à raison, ne semble pas avoir fini de s'étendre. Quelles ont été les conséquences de cet épisode pour la Tchécoslovaquie ? Quelle est devenue la place de cet État dans le jeu international ? Comment se sont portées les relations franco-tchécoslovaques après ce sinistre accord ? Jusqu'où se porte le spectre de cette partie de l'histoire ? Paul Lenormand, maître de conférences à l'université Paris Nanterre, nous éclaire ce sujet. Le portrait du député bourguignon Jean Bouhey, l'un des deux seuls non-communistes à voter contre Munich, l'accompagne.

Un des métiers clés dans les relations internationales est sans aucun doute celui de diplomate. L'Ambassadeur de la République tchèque en France et à Monaco, Jaroslav Kurfürst, nous explique la profession d'ambassadeur et les perspectives pour la diplomatie, notamment franco-tchèque, dans un entretien qu'il nous a accordé.

Le photographe Gilles Abegg nous emmène ensuite aux points cardinaux du continent européen. Nature, poésie, générosité, valeurs humaines, voici quelques mots pouvant définir une certaine idée de l'Europe. Ses images nous en font découvrir une partie. Il nous conte aussi un voyage effectué en Roumanie au printemps, après la chute du régime de Ceaușescu. Ce primăvară, signe du réveil et du recommencement, porte l'espoir.

Mais si tout est à refaire, par où commencer ? La culture, notamment par la curiosité qu'elle nécessite, amène à la compréhension de l'autre. Se cultiver est un effort nécessaire. Matthieu Dussouillez, directeur de l'Opéra de Nancy, répond à nos questions sur la place de la culture dans nos sociétés et revient sur ses enjeux et ses défis. Nous ferons aussi un « focus » sur l'opéra **Brundibár** de Hans Krása, créé en orphelinat pendant l'occupation nazie.

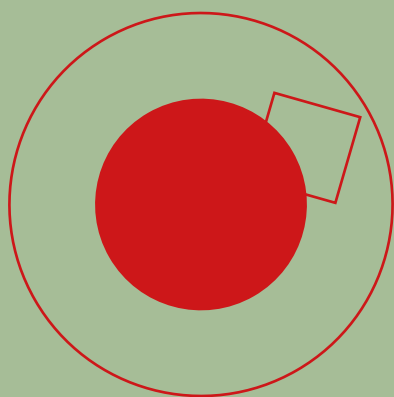
La culture passe aussi par l'éducation, qui forme les Hommes de demain. La partie tchèque de la rédaction nous propose son regard par la comparaison des systèmes scolaires tchèque et français. « En comparant différents modèles, nous pouvons [...] nous améliorer ou reconnaître les mérites de pratiques que nous n'avions pas considérées auparavant. »

De là, que veulent faire les élèves de la section tchèque ? Que va faire cette nouvelle génération ? Voici dans ce numéro deux exemples de parcours et de projets bien différents.

Tel les étoiles guident les navigateurs, l'espoir que nous procurent la fraternité européenne fait de la curiosité notre boussole. Apprendre, comprendre et vivre l'Europe est le sens que nous nous efforçons de donner à **Café Europa**.

Marguerite Duras annonçait : « Un Homme, un jour, lira, et puis tout recommencera ». Alors en ce jour du printemps, comme le dit cette phrase attribuée à Jean Monnet, l'un des pères de l'Europe unie, « si c'était à refaire, je commencerais par la culture ».

Raphaël Joyeux
rédacteur en chef



Relations franco-tchèques : mémoires et perspectives

Les accords de Munich de 1938 et leurs conséquences pour la Tchécoslovaquie et sa place dans le jeu international.

Fin septembre 1938, les accords de Munich prévoient la remise des Sudètes à l'Allemagne nazie. Les conséquences pour la Tchécoslovaquie sont désastreuses. Explications avec Paul Lenormand.

Alors que l'avenir de l'Ukraine serait désormais —aux dires de certains commentateurs — entre les mains de puissances étrangères déterminées à privilégier ce qu'elles appellent la stabilité des relations internationales au détriment de la souveraineté d'un État, l'écho des accords de Munich semble toujours résonner dans l'espace public et d'analyse des politiques internationales. Le « moment munichois » occupe en effet une place non négligeable dans la mémoire de ce que peut être un règlement imposé et catastrophique d'une situation de crise, et plus spécifiquement d'une agression militaro-diplomatique d'une puissance moyenne par un État à trajectoire impériale. Il n'est pas forcément utile de « tirer des leçons » de l'histoire d'un conflit ou d'une période passée, mais il n'est sans doute pas vain de se pencher sur les conséquences de cet épisode munichois sur la Tchécoslovaquie et sur l'ordre international dont elle est tout autant dépendante qu'actrice.

Pour mémoire, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, les dirigeants de quatre puissances — l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — signent un accord prévoyant la remise par la République tchécoslovaque (alors Première république, 1918-1938) de territoires considérés comme majoritairement germanophones pour le 10 octobre, au plus tard. Ce résultat, répondant aux souhaits du Führer et des nazis tchécoslovaques largement soutenus et subventionnés par l'Allemagne, ne laisse aucune part au compromis. Les diplomates tchécoslovaques présent à Munich, « en marge » de la conférence pourrait-on dire, ne sont pas conviés à prendre part aux discussions, et mis devant le fait accompli. Le verdict est transmis au président tchécoslovaque Edvard Beneš (1884-1948), qui se résout à ne pas résister militairement à ce diktat, ayant la certitude qu'il ne recevrait aucune assistance des forces théoriquement alliées de la France et de la Grande-



Édouard Daladier signe les accords de Munich.

Bretagne, et une forte probabilité d'être pris à revers par la Pologne et la Hongrie, avec lesquelles les différends territoriaux sont constants depuis les traités de 1919-1920. Cette décision semble « logique » et « inévitable », mais n'a rien d'évident pour toute une partie de la classe politique tchécoslovaque (surtout parmi les Tchèques et les Slovaques), et de l'armée tchécoslovaque, dont les généraux ont mis en œuvre la mobilisation par deux fois au cours de l'année 1938 (en mai et en septembre), avec succès. Cela étant, le caractère démocratique du régime (supériorité du pouvoir exécutif sur l'état-major) et l'urgence de la situation conduisent la plupart des partisans de la résistance immédiate à l'invasion programmée des territoires frontaliers tchécoslovaques à renoncer à s'opposer à la décision de Beneš. Dès le 1^{er} octobre, les forces allemandes entrent sur le territoire tchécoslovaque et s'emparent d'une large bande frontalière, dite des Sudètes (en réalité, tout le pourtour de la Bohême et les franges méridionales et septentrionales de la Moravie), réalisant en quelques jours l'annexion

de 30 000 km² et de plus de 3,7 millions de personnes, dont plus de 800 000 Tchèques (ou tchécophones), parmi lesquels près de 400 000 fuient dans les semaines et mois qui suivent le nouveau Reichsgau et les autres zones annexées. Pologne et Hongrie participent ensuite à la curée en s'emparant en octobre-novembre d'une partie de la Silésie et du Sud de la Slovaquie et de la Ruthénie. Les défenses tchécoslovaques sont alors ruinées, puisque les fortifications (toujours en partie visibles aujourd'hui) de ces territoires sont aux mains des Allemands ou des autres voisins hostiles. Quelques mois plus tard, en mars 1939, les Allemands suscitent une déclaration d'indépendance slovaque et s'emparent sous la menace de bombardements aériens indiscriminés de ce qu'il reste des Pays tchèques, la Hongrie attaquant au passage les territoires de Ruthénie encore sous administration tchécoslovaque, avant également de mener une brève et relativement infructueuse guerre contre la Slovaquie (avril 1939).



Pour l'Europe de la fin des années 1930, les accords de Munich consacrent la destruction — irresponsable ou cynique, selon les points de vue — d'un pivot démocratique stable, à la fois précieux sur le plan diplomatico-militaire (pour la France, en particulier), et illustration vivante d'un fonctionnement démocratique. Certes, tout n'était pas parfait dans cet État multinational dominé démographiquement et politiquement par les Tchèques, mais où les minorités participaient à une démocratie parlementaire mature — notamment aux gouvernements successifs — et bénéficiaient de droits linguistiques et culturels à partir d'un certain seuil démographique. Autre trait saillant, les minorités religieuses pouvaient exercer leurs droits culturels et échapper pour l'essentiel à des persécutions de nature raciale ou religieuse, à commencer par les Juifs tchécoslovaques (ou étrangers, réfugiés dans le pays), mais aussi par les Gréco-catholiques de Ruthénie (poursuivés dans l'Ukraine soviétique toute proche).

En outre, alors que cette cohabitation multinationale, traversée de tensions anciennes, avait été la marque de fabrique de l'Europe centrale impériale et post-impériale, les accords de Munich légitiment le principe du nationalisme radical, ethnique voire raciste, fondé sur des nationalités de plus en plus essentialisées et pensées comme incapables de s'épanouir et se développer en-dehors d'un État-nation dominé « en propre ». L'indépendance slovaque, sous la férule du prêtre-président Jozef Tiso, ex-aumônier militaire hongrois, ex-ministre de la Santé tchécoslovaque (dont la biographie par James Mace Ward, en anglais, fait référence), est à cet égard révélatrice : elle crée, certes pour la première fois, un État slovaque. Mais celui-ci est à la merci de la puissance dominante, l'Allemagne nazie, et de ses vassaux danubiens, à commencer par la revancharde Hongrie. Après Munich débute donc une recomposition ethniciste de l'Europe centrale et orientale, qui trouvera son quasi-terme dans les massacres de la Seconde Guerre mondiale, et dans les déplacements forcés

de populations après 1945. On peut d'ailleurs se demander si Munich ne marque pas un franchissement de seuil — ni le premier, ni le dernier — dans l'acceptabilité par les Etats d'une primauté du principe national sur tout autre forme de légitimité. Difficile, après cela, de rejeter les revendications d'homogénéisation ethnique des Etats, pour peu qu'ils aient les moyens de se faire entendre dans le concert des nations : ce sera le cas, de façon plus ou moins intégrale, pour les projets de l'Union soviétique, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie — après la guerre.

Mais, en mars 1939, l'heure n'est pas à la recomposition finale de l'Europe libérée : en fait, la survie même des Tchèques (dans une moindre mesure, des Slovaques), sans parler des minorités comme les personnes d'origine juive, est en jeu. À peine les accords de Munich imposés, des milliers de Tchécoslovaques — puis, après mars 1939, d'ex-Tchécoslovaques — fuient les territoires occupés pour rejoindre les espaces relativement sûrs que constituent la France, la Grande-Bretagne, leurs colonies et, à l'été 1939, la Pologne (devenue bien plus conciliante au moment où se précise la menace allemande). Pour les dirigeants tchécoslovaques, dont Beneš parti à l'étranger dès octobre 1938, ces émigrés constituent une ressource-clé leur permettant d'espérer une reconnaissance de la part de grandes puissances acculées au combat par l'expansionnisme nazi. L'objectif est, à terme, d'obtenir l'annulation pure et simple des accords de Munich et la restauration des frontières d'avant septembre 1938.

Cet exil s'organise tôt, et profite indirectement de la destruction de l'État tchécoslovaque (des suites de Munich) avant même l'entrée en guerre de toute

l'Europe : dès lors, il reste possible d'obtenir un passeport, de traverser les frontières et de rejoindre un futur pays allié, même si ce processus est loin d'être aisé, avec des arrestations précoces ou des pays hostiles aux voyageurs, comme la Hongrie. Des Pays tchèques (principalement) et de Slovaquie (secondairement) partent des milliers de Juifs, souvent germanophones, d'Allemands aux inclinations sociales-démocrates, de Slovaques hostiles au régime autoritaire de Tiso, et bien entendu de Tchèques. Brièvement organisé en « Légion des Tchèques et des Slovaques » par le général Lev Prchala à côté de Cracovie à l'été 1939, un premier contingent jette les bases d'une réconciliation potentielle avec les Polonais. En vérité, les relations polono-tchécoslovaques seront entachées de méfiance et de disputes pour, parfois, quelques kilomètres carrés le long de l'ancienne frontière commune. Les représentants en exil des deux États discuteront de ces pointillés sur des cartes, et envisageront très sérieusement une confédération rassemblant les deux pays après la guerre — un projet abandonné en 1943 quand la Tchécoslovaquie fera le choix de se rapprocher de l'Union soviétique au détriment d'une Pologne combattante secourue par la découverte des meurtres de masse de Katyn et rompant avec Staline. Plus important, la France reconnaît un Comité national tchécoslovaque à Paris peu après l'entrée en guerre et autorise le 2 octobre 1939 la création d'une armée tchécoslovaque sous son commandement (mais sous l'autorité politique dudit Comité national). Cette « armée » rassemblera en mai 1940 environ 12 000 hommes (volontaires et mobilisés) au sein d'une division, et des centaines d'aviateurs. Edvard Beneš (étudié de près par Antoine Marès) prend la tête de cet exil combattant, dont l'emprise se résumera

aux communautés d'ex-Tchécoslovaques en exil, mais servira d'interface pour négocier avec les Alliés.

Munich marquera durablement les relations franco-tchécoslovaques, d'emblée tendues et teintées d'un mélange de ressentiment et de méfiance: côté tchécoslovaque, on déplore que la France de Daladier soit toujours aux commandes, au quai d'Orsay comme à l'hôtel de Brienne, diplomates munichois et militaires sceptiques montrant un enthousiasme limité quant à la possibilité de restaurer la Tchécoslovaquie, quasiment perçue comme une anomalie. La xénophobie ambiante et la peur d'une cinquième colonne — l'allemand est de loin la seconde langue la plus parlée côté tchèque et la langue maternelle d'une partie substantielle des exilés — tout comme l'anticommunisme (certains Tchécoslovaques reviennent d'Espagne où ils ont servi dans les Brigades internationales) n'arrangent rien, provoquant parfois des vexations. Côté français, les prétentions tchécoslovaques à la souveraineté paraissent à certains extravagantes et la guerre impose des priorités dont leurs hôtes ne sont pas. Seules quelques personnalités, comme le général Louis-Eugène Faucher (ancien chef de la Mission militaire française à Prague, et ami fidèle de la Tchécoslovaquie), font tout leur possible pour défendre les intérêts tchécoslovaques et obtenir des ressources, non sans résultats. Quand les Allemands lancent leur offensive le 10 mai 1940, plusieurs pilotes de chasse tchécoslovaques combattent déjà depuis des mois au sein des groupes de chasse français et les régiments d'infanterie sont à l'entraînement dans l'Hérault. Deux d'entre eux sont envoyés début juin sur le front, mais ils ne peuvent que participer à la retraite interminable des unités

françaises auxquelles ils sont subordonnés. L'armistice, la décision de la plupart des mobilisés de rester en France et l'évacuation vers la Grande-Bretagne de presque tous les cadres (chefs politiques, officiers et sous-officiers, en particulier les militaires de carrière) achèvent de ruiner le début de reconstruction des relations franco-tchécoslovaques. L'État français reconnaît la Slovaquie de Tiso (elle-même héritière de la destruction de l'État tchécoslovaque centralisé par les accords de Munich) et la seule force susceptible de soutenir à l'avenir une restauration de la souveraineté tchécoslovaque est constituée de quelques exilés français sans pouvoir et sans armée, autour du général de Gaulle. Mais, derrière le général rebelle, il y a l'empire et bientôt le soutien (fluctuant, il est vrai) des grands Alliés. Ces parents pauvres de la coalition antifasciste (avec leurs homologues polonais, norvégiens, néerlandais, etc.) se reconnaîtront mutuellement assez rapidement, et profiteront de l'isolement britannique pour obtenir d'un Winston Churchill très en verve une reconnaissance officielle, dès juillet 1940 pour les Tchécoslovaques. Toutefois, de fines distinctions persisteront tout au long des premières années de guerre, certains exilés bénéficiant d'un traitement plus favorable et sans ambiguïtés, comme la Norvège. La Pologne posait des problèmes à la diplomatie britannique, en raison des conflits croissants avec l'URSS. La Tchécoslovaquie, enfin, portait le poids des accords de Munich et de la reconnaissance de l'indépendance slovaque par plusieurs Alliés, tandis que la continuité légale de son gouvernement (et donc de Beneš comme chef des exilés, eux-mêmes divisés) posait question. Abolir Munich constituait donc un combat prioritaire pour les exilés tchécoslovaques, en parallèle de leur participation aux combats contre l'Axe, en France, lors

La Une du *Petit Parisien*, le samedi 1^{er} octobre 1938

de la Bataille d'Angleterre, et au Proche-Orient (Tobrouk et la campagne de Syrie en 1941). Et dans ce combat, la France allait occuper pendant la Seconde Guerre mondiale une importance symbolique proportionnelle à la responsabilité qui avait été la sienne en 1938 — même si le poids stratégique des Soviétiques, des Américains et des Britanniques fut sans aucun doute supérieur.

Les relations franco-tchécoslovaques, et donc avec les Français Libres, furent précoces et constantes, entre des partenaires parmi les « plus inquiets et [...] les plus malheureux » (selon de Gaulle) des exilés. S'étant reconnus mutuellement dès juillet 1940, ces deux gouvernements fragiles se soutinrent, les Tchécoslovaques permettant d'ailleurs à des dizaines d'officiers sans affectation de rejoindre les FFL, où ils combattirent avec un grand mérite. C'est le cas d'Otto Wagner, futur compagnon de la Libération, vétéran de Bir Hakeim, blessé, et devenu plus proche de ses frères d'armes français (légionnaires et coloniaux en premier chef) que des soldats tchécoslovaques qu'il avait quittés. Ferdinand Otto Miksche, autre officier détaché, entrera pour sa part au BCRA

du Colonel Passy et deviendra un auteur à la pensée stratégique estimée. Le commissaire national aux Affaires étrangères, Maurice Dejean, sera nommé par de Gaulle ambassadeur en Tchécoslovaquie après la guerre, signe du rétablissement progressif de liens forts entre les deux pays. C'est Dejean qui fut à la manœuvre, côté français, pour répudier les accords de Munich, acte fondamental officialisé le 29 septembre 1942 par échange de lettres, quatre années après la funeste nuit. Soviétiques et Britanniques avaient eux aussi pris le parti de considérer les accords de Munich comme invalidés par les initiatives allemandes depuis mars 1939, mais les Britanniques en particulier avaient du mal à accepter l'idée de garantir dès à présent (c'est-à-dire avant la fin de la guerre et les négociations de paix à venir) la restauration des frontières tchécoslovaques. Juridiquement, ce point demeura en suspend et c'est la relation renforcée avec l'Union soviétique qui conduira l'ensemble des Alliés à adopter une position claire, à savoir le caractère nul et non avenu des accords de Munich, et l'intangibilité des frontières tchécoslovaques d'avant septembre 1938. Le sort des Allemands de Tchécoslovaquie dé-

coulait aussi de ce consensus, comme nous le verrons.

L'entrée en guerre de l'URSS fut, à bien des égards, décisive : pour les exilés tchécoslovaques, les Soviétiques représentaient la possibilité de s'appuyer sur une grande puissance, indubitablement antifasciste (malgré son alliance avec l'Allemagne nazie en 1939-1941, la violation de la souveraineté de plusieurs États, dont la Pologne, les pays baltes, la Roumanie et la Finlande, et la reconnaissance initiale par l'URSS de la Slovaquie pro-allemande), et n'ayant pas pris part à la signature des honteux accords. Dès l'été 1941, Tchécoslovaques et Soviétiques travaillaient ensemble, à Londres et à Moscou, bien que cette alliance dissimule l'internement et la déportation depuis 1939 de milliers d'ex-citoyens tchécoslovaques (Ruthènes et Juifs, pour beaucoup, ayant franchi la frontière soviétique pour trouver refuge dans le pays du socialisme) par les organes de sécurité soviétiques. Et cela, sans même parler des conflits conséquents entre communistes tchécoslovaques soutenus par le Komintern, et représentants officiels du gouvernement tchécoslovaque, comme le général Heliodor Pika, déterminé à maintenir l'autonomie des exilés. Toutefois, il fallait bien composer avec les autorités soviétiques, qui permirent la constitution d'un bataillon (envoyé au combat près de Kharkiv en mars 1943, à Sokolovo), puis d'une brigade (présente à Kyiv fin 1943) et finalement d'un Corps d'armée en 1944, qui entrera en Tchécoslovaquie à l'automne et combattra jusqu'à atteindre Prague en mai 1945. Diplomatiquement, un accord crucial est signé par Beneš avec Staline en décembre 1943 à Moscou, faisant de l'Union soviétique le partenaire stratégique principal de la Tchécoslovaquie pour la guerre et les années à venir. L'idée même que les

Soviétiques auraient été empêchés de venir au secours des Tchécoslovaques (avec lesquels un traité d'assistance mutuelle avait été conclu en 1935) se répand et profite à la position soviétique. Le lieutenant-colonel Ludvík Svoboda, rapidement promu général puis nommé ministre de la Défense nationale en avril 1945, devient le principal bénéficiaire de ce repositionnement stratégique. Les conséquences sont immenses, même s'il faudra du temps pour que se déchire le voile de l'inféodation à l'arbitraire soviétique. Deux exemples peuvent être donnés : d'abord, la « capitulation » de Munich aurait été le fait d'un manque de conscience politique de la part des décideurs — et plus largement des citoyens — tchécoslovaques, dépourvus d'un esprit antifasciste intransigeant. Cela justifie, pour les communistes tchécoslovaques et sans grande résistance de leurs partenaires démocrates, d'introduire (dès 1942 sur le front de l'Est) des officiers chargés de l'éducation politique, de futurs commissaires politiques, même s'il faudra attendre la fin de la décennie pour qu'ils obtiennent une réelle autorité. Pourquoi ? Munich toujours : les soldats tchécoslovaques doivent à présent combattre jusqu'au bout, vigoureusement habités par la conscience de leur devoir patriotique, reflet d'une culture militaire qui valorise par-dessus tout le facteur moral, soit la motivation combattante. Autre exemple, le cas de la Ruthénie. Bien que l'URSS ait reconnu la nullité des modifications territoriales consécutives à Munich, Staline empêche les troupes tchécoslovaques de Svoboda d'entrer sur ce territoire (le premier à être libérable, à la fin de l'été 1944), et surtout d'y recruter des soldats en toute liberté. La mission tchécoslovaque qui s'y rend, sorte d'administration provisoire, voit ses efforts immédiatement entravés, et elle doit faire face à la constitution —

sous impulsion soviétique — d'un comité ukrainien favorable au rattachement à l'URSS, décidé en novembre 1944. Les Tchécoslovaques sont alors progressivement évincés, et la Ruthénie est officiellement et légalement cédée à l'Union soviétique (et à la RSS d'Ukraine) le 29 juin 1945. Perdue après Munich, la Ruthénie ne réintègre pas la République tchécoslovaque, et les Ruthènes loyaux à cet État sont contraints d'émigrer définitivement. L'ombre de Munich s'étendait donc loin.

Les conséquences de l'occupation allemande après Munich ne furent pas oubliées, et d'Hitler à Prague en 1939 au massacre de Lidice en 1942, de Stalingrad à l'effondrement du Reich, la place des germanophones de Tchécoslovaquie semblait se réduire à mesure que l'horreur inspirée par le nazisme croissait. Au départ, en 1939-1940, les Allemands antifascistes furent considérés comme des partenaires acceptables, et traités avec une certaine considération, tant qu'ils ne se montraient pas trop exigeants. Or, Wenzel Jaksch, principale figure des sociaux-démocrates en exil à Londres, espérait que la participation de centaines voire de milliers de germanophones tchécoslovaques pourraient conduire à une forme d'autonomie pour les régions où ils étaient majoritaires — pour les « Sudètes » donc. Cependant, les Tchécoslovaques ne souhaitaient rien concéder aux « Allemands », accusés d'avoir conduit aux accords de Munich par leur séparatisme manifeste (ou présenté comme tel, à la lumière des résultats du Parti allemand des Sudètes, nazi, aux élections de 1935) : la rupture fut consommée avec les exilés germanophones, qui servirent surtout sous les drapeaux britanniques. Beneš négocia le transfert, d'abord partiel (envisageant d'ailleurs de céder une partie du territoire tchécoslovaque pour réduire la part des

Allemands dans la population tchécoslovaque), puis total des germanophones, ce qui fut acté à Potsdam en juin 1945. Pour prévenir un « nouveau Munich » et assurer l'homogénéité ethnique — dans une perspective binationale tchéco-slovaque, bien dans l'air panslave du moment — du pays, une épuration ethnique sans merci fut réalisée, entre le printemps 1945 et la fin de l'année 1946, une partie des germanophones ayant déjà fui l'avancée des troupes soviétiques. Des massacres d'Allemands marquèrent le début du processus et mirent un terme à une cohabitation pluriséculaire.

Bien que le principe légal, et même les causes profondes des accords de Munich, aient été effacés, le spectre du diktat perdurait. Les procès — en cour ou dans la presse — d'anciens dirigeants tchécoslovaques concernaient non seulement la collaboration avec l'occupant, mais l'attitude et les décisions prises à Munich, les reproches visant une partie souvent assez anticommuniste des élites, comme le général Ludvík Krejčí, définitivement rayé des cadres peu après la fin de la guerre. Il marqua aussi les relations franco-tchécoslovaques après la guerre. Dejean se rendit bien à Prague, où le général Faucher — ancienne gloire, toujours très populaire — effectua aussi une visite, ainsi que le général Leclerc, nouvelle gloire et enfant de la France libre, en juillet 1945. Toutefois, ces quelques personnalités ne pouvaient masquer le déséquilibre entre la présence soviétique et celle des Alliés occidentaux. Ni les Américains ni les Britanniques ne firent beaucoup mieux que les Français, tous renâclant à offrir à bas coût ou gracieusement aux Tchécoslovaques matériels, ressources ou conditions avantageuses dans les relations bilatérales, paraissant quelque peu mesquins, tandis que les Soviétiques — pour-

tant bien plus prédateurs — profitaient de leur gloire militaire et du soutien de la presse communiste locale, voire de l'ensemble de la presse. Munich et ses suites auraient ainsi poussé la Tchécoslovaquie dans les bras de Staline. La Guerre froide venant, et le Coup de Prague assurant au Parti communiste tchécoslovaque le monopole du pouvoir, les relations ne firent que se tendre avec les Français. Ceux-ci sont accusés tour à tour d'espionnage ou de subversion, le général Píka qui présidait l'Alliance française en Tchécoslovaquie étant même exécuté (essentiellement pour d'autres motifs que ses liens avec la France) en juin 1949. En mai 1951, l'Institut français de Prague doit fermer et son ancien directeur Marcel Aymonin déclare rester en Tchécoslovaquie comme réfugié politique, affaiblissant un peu plus l'influence française. La rupture est consommée, les amis de la France dans le pays étant souvent réprimés, à moins d'être proches ou membres du Parti communiste. Les relations seront fluctuantes durant les quatre décennies suivantes, mais forcément limitées par la dictature communiste, soumise de surcroît à l'occupation soviétique à partir d'août 1968. Ce n'est qu'à partir de 1989 que de bons rapports sont rétablis, avec la réouverture de l'Institut français en 1990, et la création du Centre français de recherche en sciences sociales en 1991, toujours à Prague. Dans l'édition tchécoslovaque puis tchèque et slovaque, la référence à Munich n'avait jamais disparu, et elle demeure à ce jour un outil du répertoire politique et culturel mobilisable en cas de tensions avec la France, en particulier.

Ce répertoire de l'infamie en relations internationales fut utilisé à bien des reprises : Paul Reynaud accusait ses anciens adversaires d'avoir voulu réaliser « un super-Munich sur le cadavre de la Pologne » (1946), les Américains se refusaient à envisager un

« nouveau Munich » face aux ambitions soviétiques ou chinoises, tout comme les Britanniques face à l'invasion communiste en Corée (1950), Jean Letourneau craint « la résurrection de l'esprit de Munich » à propos de la situation en Indochine (1952), et ainsi de suite jusqu'aux récentes déclarations de responsables européens, dont Emmanuel Macron, à propos d'un éventuel règlement imposé de la guerre en Ukraine au détriment de l'agressé (2024). Mettre Munich en avant, c'est discréditer un adversaire politique, ou proposer des solutions simples et généralement irréalistes à des problèmes généralement insolubles seulement par l'action militaire et guerrière ou, au contraire, uniquement par l'apaisement diplomatique — l'efficacité consistant probablement en un subtil agencement des différents moyens disponibles.

Pour les Français, mobiliser Munich revient peut-être à laver l'honneur national, aux yeux de ceux qui adoptent cette posture. Pour les héritiers tchèques (surtout) du diktat de Munich, le souvenir de cet épisode convie tout un imaginaire, celui d'une Première république forte et de son armée, interdite de combattre. Autrement dit, le processus de soumission à des totalitarismes désignés comme strictement étrangers (germano-nazi et russo-soviétique) serait de l'entière responsabilité des grandes puissances, plaçant en quelque sorte les Tchécoslovaques en position de victimes, et hors de l'histoire. L'ombre de Munich semble s'être portée fort loin, et n'avoir pas fini d'étendre son voile de chagrin et de rancœur.

Paul Lenormand

Maître de conférences à l'Université
Paris-Nanterre

Pour approfondir la question des accords de Munich :

Pavol Jakubec, « Together and Alone in Allied London: Czechoslovak, Norwegian and Polish Governments-in-Exile, 1940-1945 », *The International History Review*, volume 42, n° 3, p. 465-484.

Jan Kuklík, *Czech law in historical contexts*, Prague, Karolinum, 2015.

Jan Kuklík, « The Recognition of the Czechoslovak Government in Exile and its International Status 1939-1942 », *Prague Papers on History of International Relations*, volume 1, Prague, Institute of World History, 1997, p. 173-205.

Paul Lenormand, *Tchécoslovaques en guerre. De Munich à la Guerre froide*, Paris, Passés composés, 2023.

Antoine Marès, « La France libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944) », *Revue des études slaves*, tome 54, fascicule 3, 1982, p. 305-336.

Jan Tesár, *Mnichovský komplex : jeho příčiny a důsledky*, Prague, Prostor, 2000.



Portrait

Jean Bouhey (1898-1963)

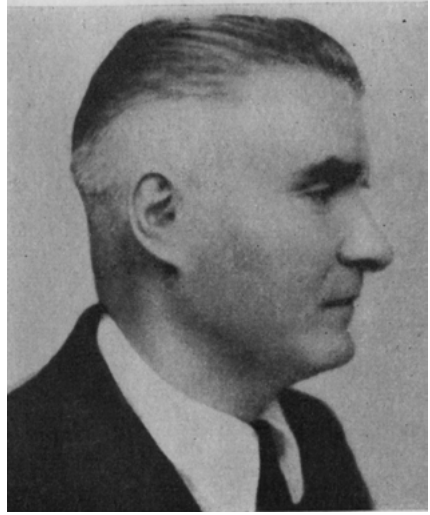
Fils de Jean-Baptiste Bouhey-Alex, vigneron côte-d'orien et député socialiste engagé pour la cause Républicaine et sociale, Jean Bouhey, figure de la politique bourguignonne, est notamment connu pour son vote contre la ratification des accords de Munich en 1938.

Né en octobre 1898 à Villers-la-Faye, il fait ses études primaires à Paris puis entre au lycée à Dijon avant de rejoindre le lycée parisien Louis le Grand. En avril 1917, alors qu'il est inscrit à la faculté de sciences dijonnaise, Jean Bouhey est mobilisé. Patriote décoré de la croix de guerre, ses idées socialistes et pacifistes ont été confirmées par son expérience militaire. Il intègre alors la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) à Nuits-Saint-Georges, dont il devient ensuite le secrétaire. Fort de ses idées et du souvenir laissé par Jean-Baptiste Bouhey-Alex, il est élu au conseil municipal de son village natal en 1925, puis, comme son père, endosse le rôle de maire quatre ans plus tard et le reste jusqu'en 1947. Il représente, à partir de 1931, le canton de Nuits-Saint-Georges au conseil général de Côte-d'or où il siège jusqu'en 1940. Réélu après la guerre, il en devient le Président par vingt voix contre seize pour le Chanoine Kir, mais y perd sa place en 1949. Jean Bouhey se présente aux élections législatives de 1928 et de 1932 mais ne parvient pas à convaincre les électeurs. C'est en 1936, face au député sortant Auguste Jacot, qu'il rejoint le palais Bourbon. En 1937, il fonde, avec son frère Charles, Robert Jardillier (député-maire de Dijon) et d'autres socialistes, le quotidien de la gauche locale, *La Bourgogne républicaine*.

Outre ses divers travaux parlementaires, Jean Bouhey se démarque de ses pairs en étant le seul socialiste, et l'un des deux députés non-communistes, à voter contre les accords de Munich. Il explique dans le journal qu'il a fondé : « Toutes les larmes de crocodile que des milliers de Français vont verser n'empêchent pas que la paix reste plus précaire que jamais, que la course aux armements continue, que l'accord de Munich n'est qu'une honteuse capitulation, que nos amis tchèques sont désormais réduits en servitude, que notre pays a cessé d'être une grande puissance [...], que la parole de la France ne compte plus [...], que désormais en Europe, c'est la loi de la jungle qui règne en souveraine absolue. » Sitôt la guerre déclarée, Jean Bouhey décide de partir au front. Mais il est fait prisonnier en juin 1940 après avoir pris part aux combats en Lorraine. Ancien combattant de 1914-1918, il est libéré en août 1941 et regagne la Côte-d'Or. Il s'engage alors dans la Résistance où il travaille notamment pour les renseignements franco-britanniques. En octobre 1943, il est nommé Commissaire de la République en Bourgogne et Franche Comté par le

Comité Français de Libération Nationale. Il met en place des Comités Départementaux de Libération, organise le maquis de l'Yonne et rejoint celui de Saulieu. Ses engagements lui coûtent son œil gauche, qu'il perd lors d'une mission dans la Saône-et-Loire en 1944.

Décoré de la médaille de la Résistance et une nouvelle fois de la croix de guerre, le fils de Jean-Baptiste Bouhey-Alex se fait élire à la première et à la seconde Assemblée Nationale Constituante en 1945 et 1946. Il est réélu député sous la IV^e République et le reste jusqu'en 1958. Jean Bouhey, membre de la commission des Affaires Étrangères et de celle de la Presse et de l'Information, s'implique particulièrement dans la politique étrangère et soutient la ratification du Pacte Atlantique en 1949, « capable de conserver la paix ». Il souhaite que



la France reconnaisse la Chine Populaire. Il est de ceux en faveur de la construction économique européenne. Toutefois, pour préserver la souveraineté nationale, il rejette l'idée d'une Communauté de Défense Européenne. Il s'oppose également à l'entrée de la République Fédérale Allemande dans le pacte atlantique, sans doute marqué par son expérience de vie personnelle. La SFIO l'exclut pour six mois. Jean Bouhey est aussi un fervent partisan du gouvernement de Pierre Mendès-France entre 1954 et 1955, pourfendeur de la guerre en Indochine. En 1956, il approuve la ratification des accords de la Sarre. En 1957, il demande au gouvernement la création d'une Commission d'enquête sur les crimes contre l'Humanité. Concernant la situation algérienne, Jean Bouhey veut préserver des relations étroites avec Alger tout en espérant une « nuit du 4 août » menant à l'auto-détermination du peuple algérien. Pacifiste, il déplore, entre autres, la guerre de Suez et le bombardement de Sakhiat. Après le putsch d'Alger en mai 1958, pendant lequel il critique l'asservissement de la politique française à des groupes minoritaires séditionnaires, il accorde sa confiance au Général de Gaulle pour lequel il a de l'estime, symbole du 18 juin, bien qu'étant un de ses opposants. En revanche, il récuse la constitution soumise à l'approbation des citoyens en septembre 1958, jugeant l'accroissement du pouvoir exécutif trop fort. Suite à son adoption, il se retire de la vie politique. Il décède quelques années plus tard, en 1963.

Patriote aux idées socialistes et pacifistes, Jean Bouhey s'est illustré par son action courageuse tout au long de sa vie, faisant notamment passer « [sa] conscience individuelle au dessus de la discipline de parti » à plusieurs reprises pour défendre les causes qu'il trouvait justes.

Raphaël Joyeux

La Diplomatie aujourd'hui

Entretien avec Jaroslav Kurfürst,
Ambassadeur de la République tchèque
en France et à Monaco.

Votre parcours

Où êtes-vous né ? Qu'avez-vous fait comme études et où ? Pourquoi ces choix ?

Je suis né en Moravie à Valašské Meziříčí mais j'ai passé mon enfance et jeunesse à Hranice na Moravě. Cette ville au cœur de la Moravie était occupée par l'armée russe qui y avait stocké les missiles SS20, probablement avec les ogives nucléaires. J'ai choisi d'étudier à Ostrava car c'était l'université la plus proche, plus précisément à la Faculté de pédagogie. Devenir enseignant, c'était pour moi plus qu'un métier — c'était une profession importante avec une grande responsabilité. Je me suis spécialisé en géographie et en éducation physique — le premier choix s'explique par mon intérêt pour le monde derrière le rideau de fer et le deuxième parce que j'ai fait beaucoup de sport, l'athlétisme en particulier, tout au long de mon enfance et de ma jeunesse. Pendant mes études à Ostrava, le régime communiste s'est effondré et j'ai fait partie du mouvement étudiant. Nous avons placardé des affiches, organisé des rassemblements, pris la parole sur des places publiques et dans des usines. Ce fut une expérience qui a marqué ma vie. Le système de mensonges, de flagornerie, d'hypocrisie et d'escroquerie mutuelle est tombé. Après avoir terminé mes études à Ostrava, j'ai étudié la langue française à Hradec Králové, où je me suis également marié. En parallèle, j'ai enseigné au lycée à temps plein ce qui m'a beaucoup plu. Après avoir obtenu mon diplôme, on m'a immédiatement proposé de rester à l'Université au département de la langue française, où j'ai enseigné. C'est à ce moment qu'une annonce est apparue, invitant des personnes intéressées par la diplomatie à postuler au Ministère des Affaires étrangères. Six mois plus tard je me suis retrouvé à l'académie diplomatique du ministère.

En quoi ces expériences vous aident-elles aujourd'hui ?

Comme je l'ai déjà évoqué, j'ai enseigné au lycée et à l'université. En quoi cela m'a-t-il aidé ? Je pense que cela m'a appris à parler de manière claire et nette. Le monde des phrases diplomatiques creuses et des discussions formelles me rebute plutôt. La géographie m'a toujours amené à explorer le contexte et les connexions entre différents phénomènes qu'on place dans de grands processus géopolitiques. Le sport m'a donné de l'endurance et de l'autodiscipline. La connaissance des langues est évidemment nécessaire en diplomatie.



Dans quelles ambassades avez-vous travaillé ? Depuis quand êtes-vous ambassadeur ?

J'ai parcouru le monde diplomatique depuis le bas de l'échelle — après avoir été stagiaire à l'Académie diplomatique — j'ai relativement vite accédé à des postes à grandes responsabilités. Au tournant des années 2000, l'histoire tchèque était en train de s'écrire : nous rejoignons l'OTAN et l'UE, et je pouvais en faire partie. J'ai passé cette période charnière en partie à Prague et en partie à l'ambassade tchèque de Moscou, où j'ai occupé mon premier poste diplomatique à l'étranger. Depuis 2005, j'ai travaillé comme chef de mission adjoint à Washington D.C. aux États-Unis. J'ai servi comme ambassadeur en Belgique à partir de 2014 et maintenant je suis ambassadeur à Paris. Entre ces postes à l'étranger, j'ai travaillé au ministère en tant que directeur des différents départements, directeur général ou encore vice-ministre pour l'Europe.

Le métier d'ambassadeur et le fonctionnement d'une ambassade

Quel est le quotidien d'un ambassadeur ? Comment s'organise le travail au sein d'une ambassade ?

Ce qui est intéressant dans le travail des diplomates, c'est que chaque jour apporte quelque chose de différent. Le diplomate se consacre à l'analyse du monde qui nous entoure et assure l'envoi d'informations crédibles à son gouvernement. Il rencontre des personnalités remarquables et assure la communication entre son pays d'origine et le pays d'accueil, y compris entre ses dirigeants. L'ambassade organise des visites officielles ou des événements qui ont généralement une portée ou un but précis. Bien sûr, à côté de ces tâches diverses, il y a une certaine routine, où le matin il faut absorber une grande quantité d'informations en peu de temps, puis il faut coordonner le travail de toute l'équipe. Un diplomate au sein de la section politique travaille avec l'information, tandis qu'un di-

plomate à la section consulaire ou culturelle a un travail davantage organisationnel. Des diplomates économiques s'intéressent non seulement aux besoins et intérêts de l'État, mais aussi des entreprises. L'ambassadeur doit donc diriger, accompagner et développer tout ce travail. Il doit travailler sur les questions conceptuelles, soigner ses contacts et être souvent sur le terrain. Lorsqu'il s'implique personnellement dans quelque chose, cela ajoute du sérieux à l'activité.

Quelle est la marge de liberté d'un ambassadeur en tant que représentant de son pays vis-à-vis de l'exécutif de celui-ci ?

Un ambassadeur représente son pays et défend ses intérêts. Il sert comme le bras prolongé de son gouvernement. Le mandat politique pour la machine diplomatique est fourni par le ministre et le gouvernement qui, dans les démocraties, reçoivent un mandat des électeurs. L'ambassadeur aide ce gouvernement à atteindre ses objectifs. Il ne peut pas mener une politique différente de celle de son gouvernement. Après tout, les partenaires ne s'intéressent pas à ce que pense l'ambassadeur en tant que personne, mais à ce que pense son gouvernement. Il dispose d'une certaine liberté quant à la manière dont il procède. C'est souvent grâce à l'expérience et l'expertise locale que l'ambassadeur traite des sujets difficiles. Il doit reconnaître comment faire valoir le point de vue de son pays dans un contexte particulier du pays d'accueil et il doit chercher la situation gagnant-gagnant.

Quelles relations un ambassadeur entretient-il avec le Chef de l'État et les ministres de l'État où il est en poste ?

Cela devrait être une relation de confiance. Il en a été ainsi tout au long de l'histoire. Dans la Grèce antique, Zeus utilisait son fils Hermès comme messager car il lui faisait confiance (Hermès est d'ailleurs considéré comme patron des diplomates). Pendant longtemps, il y avait des relations familiales ou amicales, en tout cas étroites entre le monarque et son envoyé. Ce n'est qu'à l'époque moderne que la diplomatie s'est progressivement professionnalisée et que le métier de diplomate est apparu. Un diplomate doit donc être une personne digne de confiance et compétente. Il doit avant tout être porteur des intérêts de son pays, disposer de larges connaissances et expériences et avoir la capacité de synthèse qui font de lui un partenaire de confiance pour les ministres et le chef de l'État ou du gouvernement.

Avec l'Union Européenne, le rôle des ambassadeurs est-il différent ?

À mesure que l'Europe poursuit son intégration, de plus en plus de négociations intergouvernementales se déplacent vers Bruxelles. Puis, il y a d'autres agendas qui sont discutés au sein d'organisations internationales où des missions multilatérales complètent le réseau diplomatique bilatéral. La diplomatie bilatérale ne perd cependant pas son importance. Elle fournit à sa capitale une vision synthétique du pays dans lequel elle opère, y compris une analyse des phénomènes moins évidents. Les ambassades bilatérales contribuent également à la qualité des relations bilatérales dans de nombreux domaines. Mais l'organisme diplomatique est interconnecté : un ambassadeur bilatéral doit bien connaître l'agenda de l'Union Européenne et il peut contribuer de manière significative au succès de la politique et des négociations de son pays à Bruxelles.

Quelle est la partie la plus intéressante de votre métier ?

Je citerais trois aspects : premièrement, la diversité, deuxièmement, les rencontres avec des gens exceptionnels et troisièmement, le fait d'apprendre à connaître une autre culture. Mais au-dessus de ces éléments il y a le sentiment du service et une co-responsabilité pour la sécurité et la prospérité de mon pays et de l'Europe.

Quels sont les points négatifs dans l'exercice de votre métier ?

Ceux-ci ne sont pas non plus négligeables. Il s'agit notamment des déménagements, des ruptures périodiques dans les relations avec vos amis et surtout, de la séparation prolongée avec des proches. C'est particulièrement difficile pour les partenaires des diplomates, qui n'ont pas de vie professionnelle stable, accompagnant le diplomate partout dans le monde, ce qui les oblige à s'adapter de plusieurs manières. Il n'est pas rare que de nombreuses relations échouent dans ce contexte.

En tant qu'ambassadeur, qu'avez-vous accompli ou qu'aimeriez-vous accomplir qui vous rendrait particulièrement fier ?

Je suis à Paris depuis trop peu de temps pour répondre à cela. Je pense que la chose la plus importante quand on est ambassadeur, c'est de servir l'état démocratique, d'essayer de défendre au mieux les intérêts de mon pays et de renforcer et de développer des alliances et des partenariats — surtout en ce moment. C'est mon objectif principal en France.

La République tchèque et la France

Comment un « petit » pays comme la République tchèque, sans façade maritime, sans grande puissance militaire et économique, peut-il se faire entendre dans le concert des Nations ?

Même les petits pays peuvent réussir s'ils peuvent offrir une économie développée, des politiques stratégiquement pensées et une culture riche. Je pense que la Tchéquie a tout cela et peut s'y appuyer. Mais c'est un monde de la force qui émerge en ce moment. Le pays sans capacité de se défendre et sans alliés forts sur lesquels il peut compter même dans des situations critiques, peut se trouver menacé par des prédateurs et devenir victime du contexte géopolitique défavorable. Les pays comme la Finlande, Israël ou l'Ukraine montrent que des investissements dans la défense sont importants. C'est pourquoi il est important d'avoir une défense crédible et forger des alliances durables.

Quelles différences voyez-vous entre la République tchèque et la France dans la gestion des affaires étrangères, dans la diplomatie ?

Je vois quelques différences, principalement le fait que la France se considère comme un pays d'influence et de responsabilité mondiales mais qu'elle porte aussi un fardeau colonial. La Tchéquie comme un pays plus petit, dans un contexte géopolitique différent, n'a jamais eu une responsabilité à l'échelle globale, même si en tant qu'une économie d'exportation, nous avons aussi une présence importante dans le monde. Nous nous sommes battus pour notre indépendance et souveraineté, que nous avons perdues à plusieurs reprises au cours de l'histoire car on était l'objet du colonialisme des autres. La politique tchèque a toujours mis un accent fort sur l'alliance transatlantique basée sur les garanties de sécurité américaines — qui étaient jusqu'à présent crédibles. La France, de son côté,

a toujours tenté de construire une autonomie européenne — mais cela a toujours été un projet politique peu soutenu en raison des capacités réelles.

Quels sont les enjeux des relations franco-tchèques aujourd'hui ?

Il existe une perception mutuelle positive assez forte, en plus des bonnes relations économiques et culturelles. En même temps, je suis convaincu que dans l'histoire de la Tchéquie moderne, nous n'avons jamais été aussi proches les uns des autres dans le domaine de la stratégie et de la sécurité, où nous percevons les menaces de manière très similaire.

La France et la République tchèque sont-elles alignées sur la guerre en Ukraine ?

Nos deux pays sont très proches dans leurs visions de l'agression russe contre l'Ukraine et dans la manière de résoudre la situation.

Quel avenir voyez-vous pour les relations franco-tchèques ?

Je le vois comme une alliance solide et je suis déterminé à contribuer à renforcer cette alliance. En même temps, en regardant le monde qui m'entoure, je ne peux pas m'empêcher de penser à la manière dont la politique et les divisions internes affaiblissent fortement la stratégie de nos démocraties dans un monde de plus en plus dangereux aujourd'hui. De ce point de vue, nous vivons dans un monde très imprévisible et dangereux.

Les défis et perspectives de la diplomatie

L'élection de Donald Trump marque-t-elle un tournant dans les relations internationales ? Pour la diplomatie européenne ?

Aujourd'hui, l'Europe se trouve dans une situation difficile. Confrontés à une énorme transformation géopolitique, économique et technologique, nous restons surpris du comportement imprévisible de notre allié principal. Les défis externes sont approfondis par les divisions internes. Dans ce sens l'activité de Donald Trump jusque-là contribue à la transformation de l'ordre international tel que nous le connaissons depuis la fin de la guerre froide.

Peut-il y avoir l'installation progressive d'une « fermeture diplomatique » dans le monde ?

C'est un processus qui est déjà en cours. Nous assistons à une alliance de puissances révisionnistes (Russie, Iran, Corée du Nord) cherchant à renverser l'ordre international actuel. De nombreuses règles et certitudes établies cessent de s'appliquer. Dans de nombreux pays du monde, l'égoïsme national est promu. La concurrence internationale s'intensifie et l'importance accordée à la coopération s'affaiblit. Le monde devient plus transactionnel et le rêve idéaliste de la coopération de plus en plus profonde s'effondre. Surtout l'Europe se réveille à une réalité plus rude. Dans ce contexte plus difficile je vois le rapprochement des pays européens qui doivent investir dans la sécurité et la défense comme un élément positif. Cette tâche devient la priorité ainsi qu'une autonomie stratégique dans différents domaines.

Quel changement aimeriez-vous voir dans la diplomatie et la gestion des affaires étrangères ?

Je pense que nous avons besoin de plus de réalisme et de réflexion stratégique dans la diplomatie. Les rêves irréalistes et les idéologies de «sauveur du monde» nous conduiraient à des impasses. La diplomatie doit réfléchir au monde réel et parfois dangereux dans lequel nous vivons, caractérisé par une concurrence féroce. Les diplomates doivent être capables d'anticiper des menaces futures et de les prévenir. En même temps, chaque gouvernement démocratique devrait travailler dur avec l'opposition et d'autres partenaires démocratiques sur une stratégie de base unifiée. Un État qui n'est pas d'accord sur une ligne directrice et où ses différentes composantes se battent même dans un contexte de tempête risque de devenir victime des prédateurs et de ne pas résister à l'épreuve du temps.

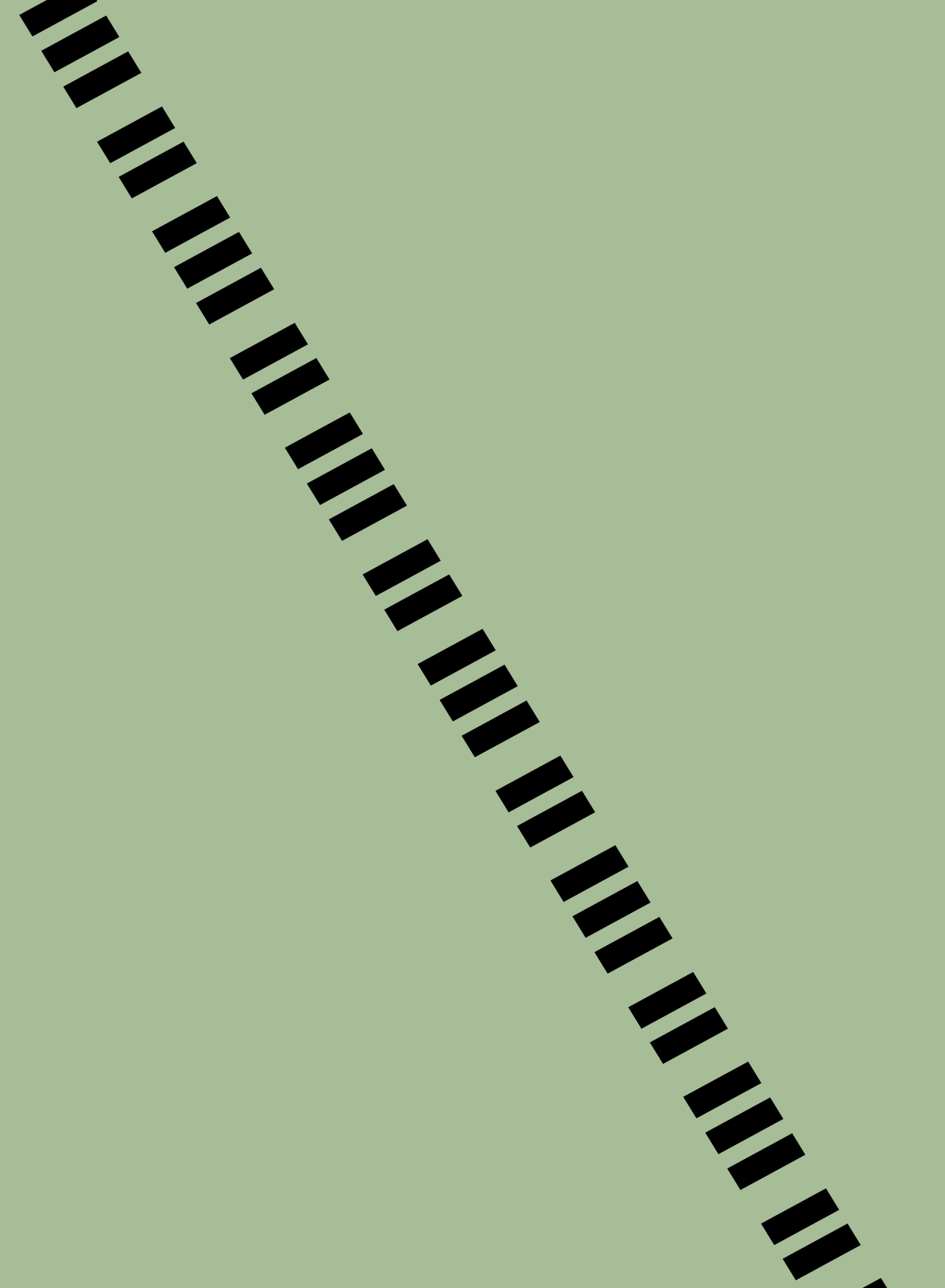
Vous aimez la photographie, quels sont vos photographes préférés ?

J'aime la vieille école de la photographie tchèque représentée par Josef Sudek, Jaromír Funke et František Drtíkol. Mais aujourd'hui nous avons des moyens techniques différents et tout le monde peut prendre des photos avec son téléphone portable. Personnellement, je préfère un appareil photo et j'aime réfléchir aux compositions afin que chaque image soit une création équilibrée avec un peu d'imagination. De grands photographes ont réussi à y parvenir même avec des technologies beaucoup plus anciennes.

Un conseil pour les futurs diplomates ?

Étudiez l'histoire et la géographie. Étudiez la psychologie humaine. Ne succombez pas aux idéologies qui prétendent sauver le monde. Essayez de comprendre le contexte global, y compris la culture des autres pays et vivez dans la réalité. Apprenez l'analyse approfondie. Lisez.

Propos recueillis par Ondřej Libiš



Culture

Primăvară

Un photographe sur les routes d'Europe

Café Europa donne la parole à un artiste :
le grand photographe aujourd'hui dijonnais
Gilles Abegg.

Formé très jeune à l'école de la photographie humaniste (il a appris beaucoup auprès de Robert Doisneau, un ami de la famille), Gilles Abegg suit d'abord les traces de son frère photographe et connaît sur le bout des doigts toutes les subtilités du laboratoire. Il devient ensuite le photographe des spectacles du grand metteur en scène Peter Brook — et de tant d'autres : ses images (incroyables avec les moyens techniques de l'époque) dans les années 1980 du spectacle légendaire du *Mahabarata* continuent de faire le tour du monde. Après s'être illustré à Royaumont où il documente la vie et les créations des artistes et fait le tour du monde, du Proche-Orient à l'Argentine, il rejoint l'Opéra de Dijon, où il est en résidence jusqu'en 2020. Photographe de scène, il documente toutes les créations d'opéras et les concerts des artistes en résidence de 2008 à 2020. Il réalise aussi durant cette période l'ensemble des visuels des affiches et des brochures de saison. Dans ces véritables carnets de voyage, il emmène le spectateur sur le chemin des rêves et introduit la musique des différents pays européens dans notre quotidien. Inlassable *Wanderer* bravant les éléments comme Don Quichotte les moulins, il parcourt l'Europe entière du Nord au Sud et d'Ouest en Est au volant de véhicules les plus divers et dans des conditions parfois dignes des films de Buster Keaton.

C'est donc tout naturellement que *Café Europa*, en redécouvrant avec émerveillement ses photos réalisées pour la saison tchèque de l'Opéra de Dijon il y a tout juste 10 ans, a décidé de lui donner carte blanche pour partager une quinzaine de photographies qui ont compté pour lui et qui sont l'image de l'Europe qu'il aime aux quatre points cardinaux : celle de la nature, de la poésie, de la générosité, celle des valeurs humaines au fondement de tout. Nous lui avons aussi demandé de nous raconter un moment fort de l'un de ses voyages. Il a choisi son tout premier effectué, comme on disait à l'époque, « à l'Est », en Roumanie, après l'ouverture du rideau de fer. Et si, en ce *primăvară*, tout était à recommencer ?















Primăvară - Printemps

Des centaines de petites lumières cheminent à travers les rues de la ville, dans la pénombre. Ce printemps là, en Roumanie, des centaines de milliers de petites lumières se sont allumées. La première messe de Pâques après la chute de la dictature vient d'être célébrée, devant une foule si dense que la plupart n'a pu pénétrer dans les églises, se serrant autour d'un haut-parleur installé sur le parvis. Chacun s'en retourne en veillant à préserver la flamme de la bougie qu'il tient à la main, jusqu'à son foyer, gage de félicité pour l'année à venir, une espérance encore vacillante, après les tourments du long sommeil de la dictature.

Signe du réveil, de l'éternel recommencement, le Printemps a souvent porté cette lumière, cet espoir. Le serment du Jeu de Paume, le 20 juin 1789, le printemps des peuples en 1848, la fin de la seconde guerre mondiale, le printemps de Prague, les événements de Mai 1968, la révolution des Oeillets en avril 1974, le printemps arabes en 2011...

Peu après la chute du mur de Berlin en novembre 1989, la controversée révolution roumaine et l'exécution sommaire des Ceaușescu le 25 décembre laissent entrevoir le début d'une ère nouvelle.

J'ai rencontré Radu Boruzescu en 1974, au Théâtre de Chaillot alors dirigé par Jack Lang. Le créateur du Festival Mondial du Théâtre de Nancy venait de convier, sur les scènes de l'Ouest, les maîtres des pays de l'Est. La culture s'ouvrait sur une Europe encore méconnue, et bientôt sur le monde, dans les années 80 et 90. Le jeune acteur et scénographe prodige avait à peine réalisé pour Lucian Pintilie le décor impressionnant de Turandot, d'après Gozzi, jouée par Andréa Ferréol entourée de 18 nains et lilliputiens à la Gaité Lyrique, qu'il travaillait déjà avec un autre metteur en scène phénomène, Petrika Ionesco, très lié à mon frère aîné, André, lui aussi photographe. La photographie allait d'ailleurs jouer un rôle important dans ce mimodrame onirique, L'Atlantide, libre création de Petrika, kaléidoscope de fantasmes, de réminiscences. Dans la petite salle Gémier, devenue lanterne magique, l'action se déroulait à travers un miroir sans tain, avec des projections, des collages ou des plans filmés se superposant au jeu hypnotisant d'acteurs-danseurs et de marionnettes géantes.

Une grande amitié est née de cette aventure avec Petrika, et ce couple extraordinaire, Radu et Miruna, sa femme, costumière. Après les séances de prises de vues, le travail au théâtre, à l'atelier ou au laboratoire où nous passions de longues journées, je restais souvent tard le soir dans leur généreuse et chaleureuse communauté roumaine, ne comprenant des conversations à bâtons rompus que quelques mots aux consonances familières. Très tôt je leur avais fait part de mon rêve de faire le voyage avec eux, le jour où ils pourraient retourner dans leur pays. En ce printemps de 1990, tout semblait à nouveau possible en Roumanie, ce rêve allait se réaliser.

Dans l'élan de solidarité que la France a très vite témoigné envers la Roumanie, Radu, qui militait déjà pour la sauvegarde des villages voués à la destruction par le plan de Systématisation du territoire, a obtenu, en plus de nombreux présents, le prêt d'un break Citroën pendant les deux semaines prévues pour le séjour.

Il est presque 17 heures quand nous prenons enfin la route, la voiture chargée jusqu'au toit.

L'itinéraire suit un autre rêve de voyage, la mythique vallée du Danube, qui traverse d'ouest en est tant de paysages et de villes d'Europe, et tant de siècles de son histoire. À peine un regard lointain, avec un léger pincement, vers Vienne ou Budapest. Nous avons décidé d'entrer en Roumanie par les Portes de Fer, aux confins de la Serbie et de la Bulgarie. Avec le crépuscule, le spectacle de ce long défilé entre Balkans et Carpates est grandiose. Étonnamment, nous traversons la frontière sans trop de difficultés, Radu a sans doute offert discrètement une cartouche de cigarette, et glissé quelques billets verts dans nos passeports, pour prévenir tout excès de zèle de douaniers confrontés à une cargaison qu'aucun trafiquant n'aurait accepté d'assumer. La nuit est tombée quand nous pouvons redémarrer, la conduite sur les routes roumaines, larges et bien tracées mais d'un entretien trop longtemps délaissé, s'avère difficile, dangereuse. La célèbre suspension hydropneumatique de la Citroën est mise à rude épreuve, et surtout, des cyclistes, des piétons, des charrettes circulent sans le moindre éclairage, n'apparaissant dans le faisceau des phares qu'au tout dernier moment. Il reste un peu plus de 300 km, nous décidons de nous arrêter au premier hôtel. Après les Portes de Fer, le rideau du même métal se rappelle bientôt à notre bon souvenir. Une bâtisse peu engageante se dresse au bord de la route. Non sans hésitation, nous laissons la voiture parmi quelques autres, dans un espace en partie grillagé qui fait office de parking, aux bons soins d'un planton, vêtu des vestiges d'un uniforme, qui nous assure de sa vigilance, moyennant un investissement laissé à notre appréciation. D'inspiration Stalino-stalinienne, le hall est démesuré, avec un éclairage de caserne et un personnel à l'avenant. Je ne m'attarde pas sur le dîner, parfaitement en accord avec cette ambiance lugubre.

Bucarest m'a laissé le souvenir d'un incessant tourbillon de retrouvailles, de rencontres, de visites, dans une ville qui s'éveillait, sans y croire encore, après un interminable cauchemar. Les silhouettes grises des passants, les visages sans expression, la lumière ternie des regards, les longues queues devant des boutiques où l'on ne trouvait presque rien, contrastaient à l'extrême avec l'atmosphère enthousiaste de l'appartement, Strada Mihai Eminescu, où la famille était enfin réunie après tant d'années.

Pendant plusieurs jours la salle à manger ne désemplit pas. C'est un défilé permanent d'amis et d'amies, figures du théâtre, de la littérature, peintres, sculpteurs, comédiens, poètes, metteurs en scène, musiciens, dont j'avais souvent entendu parler et vu des coupures de presse. Je découvre les visages vieillis de ceux que Radu et

Miruna n'avaient pu revoir depuis leurs études aux Beaux-Arts de Bucarest, ou leurs premiers spectacles en Roumanie. Dès son apparition sur les écrans des salles de cinéma, Radu était devenu une star nationale que, visiblement, personne n'avait oublié.

Je dors dans le salon, sur un canapé-lit. Un matin tôt, je suis réveillé par une odeur délicieuse, un parfum d'herbes et d'épices, qui vient de la cuisine voisine. Je me lève sur la pointe des pieds et m'approche du fourneau, où trône une grande marmite sur un petit feu. Tout est silencieux dans la maison, tout le monde semble dormir. Je soulève le couvercle avec précaution, et je tombe nez à nez avec une tête de mouton qui me regarde fixement. Je n'ai jamais oublié cette vision qui m'a fait sursauter, puis sourire, la Ciorbă est une fameuse soupe traditionnelle. S'enchaînent de nombreuses visites aux amis, tout en parcourant la ville, que je découvre peu à peu. Parfois nous sommes obligés de déjeuner deux fois de suite, pour ne pas faire injure à la générosité de nos hôtes, quand on sait la difficulté pour se procurer les biens de première nécessité.

Après quelques photographies au hasard des promenades, le travail s'organise. Les rencontres avec les architectes vont être décisives, un projet de reportage sur la destruction du patrimoine s'inscrit dans la ligne des villages roumains. Ștefan Manciulescu, dont la mère avait été, elle aussi, architecte des monuments historiques, Mihai Opreanu, et combien d'autres, apportent de nombreux documents, des témoignages, des photographies de monuments détruits, de quartiers rasés pour laisser le champ libre aux projets pharaoniques du Conducător. Photographies prises par des témoins courageux qui risquaient la prison. Toutes sont bouleversantes, révélatrices de l'impensable. Certaines montrent d'énormes boules d'acier fracassant des façades magnifiquement ornées de sculptures, d'autres un bulldozer renversant le clocher d'une petite église, après des coups de butoir répétés, dans une séquence poignante.

Cette situation politique nouvelle, encore indécise, ouvre des possibilités incroyables, la liberté d'accéder à des lieux encore interdits quelques semaines auparavant, jusqu'au Palais du Peuple, dont la construction est encore inachevée. Nous aurons même la possibilité de survoler la ville en hélicoptère !

Les légendes foisonnent en Roumanie, et je n'ai jamais pu le vérifier, mais on m'a dit par la suite qu'il s'agissait de l'hélicoptère et du pilote de l'ultime tentative de fuite des Ceaușescu avant leur arrestation. Ce que je crois vraisemblable en revanche, c'est que nous aurions bénéficié du dernier survol autorisé, des manifestants avaient levé les poings à notre passage, pensant que nous faisions des photographies d'identification pour la police.

Le chantier de toute une partie de la ville est dantesque et, pendant cette période, à l'abandon. Parfois quelques ouvriers isolés, dans un univers irréel, entre démolition

tion et construction. Un bourbier à perte de vue, parsemé de lots épars d'immeubles abandonnés à l'état de simples structures. La main d'œuvre est quasi absente, un maçon, perché seul sur un échafaudage immense pose quelques parpaings, un autre pousse une brouette de ciment vers une destination improbable, entre des monceaux de gravats. Partout des fondrières, des traces de chenilles, mais les rares engins sont à l'arrêt, les grues sont immobiles, plantées au milieu du désastre.

Nombre d'églises ont été détruites ou rendues invisibles, escamotées par de récentes barres d'immeubles deux fois plus hautes, ou encerclées, échouées au fond d'une cour. Leur simple vue incommodait le dictateur, lors de ses déplacements. Un pope vient spontanément poser devant l'entrée du supermarché qui a pris la place de son église disparue, dont il tient dans les bras la précieuse maquette votive en argent. Au carrefour de deux avenues, des voitures sont garées sur la trace encore visible au sol d'une chapelle rasée. L'église de Bucur, où Radu et Miruna se sont mariés, qui dominait autrefois le quartier perchée sur une hauteur, est aujourd'hui coincée entre les mâchoires menaçantes de deux géants de béton.

Dans le centre historique, après le tremblement de terre de 1977, la plupart des bâtiments anciens en pierre et en brique sont fissurés mais toujours debout, alors que les immeubles construits entre les années trente et quarante se sont effondrés « comme des châteaux de cartes », symbole funeste. Au lieu de consolider et de restaurer ce qui peut l'être, on se hâte donc de tout démolir, tabula rasa. En réalité, pour édifier le glorieux boulevard de la Victoire du Socialisme, aujourd'hui boulevard de l'Union, en plein cœur de la citée, perspective de 2800 mètres sur le modèle des Champs-Élysées, mais cernée d'immeubles remparts/miradors. Et pour couronner l'ensemble, l'hallucinante hypertrophie du Palais du Peuple, accomplissement du Stalinisme flamboyant.

Grâce aux amis architectes, nous avons rendez-vous pour le visiter avec Anca Petrescu en personne. Cette jeune femme autoritaire de 41 ans, à la longue chevelure brune, petite, mais campée dans la tenue rouge et noire d'une amazone moderne, qui aurait sans conteste tenu son rang aux côtés d'une Penthésilée, nous accueille au milieu du Titan inachevé. Prenant de la hauteur sur un escalier colossal pour dominer son auditoire, elle nous énumère avec fierté les exploits accomplis pour l'œuvre de sa vie. Le bâtiment le plus lourd du monde, 1 000 000 m³ de marbre, le plus grand après le Pentagone, 350 000 m², 1100 pièces, 86 m de haut, sans compter les 8 sous-sols d'une profondeur abyssale. Elle a sous ses ordres un bataillon de 600 architectes. Ce qu'elle passe sous silence, c'est qu'il avait fallu démolir sur 520 ha, 7000 maisons, expulser 40 000 personnes, raser ou déplacer une trentaine d'églises, engloutissant pendant la construction jusqu'à 40% du PIB du pays.

J'ai bien écrit déplacer des églises ! En effet, un ingénieur, Eugeniu Iordăchescu, « éclairé par Dieu », avait réussi à convaincre le souverain représentant du culte de

la personnalité exacerbée de préserver quelques-unes d'entre-elles en les déplaçant hors du périmètre du chantier. La technique envisagée lui avait semblé tellement improbable que l'omnipotent avait donné son accord. Il s'agissait tout bonnement de couler sous les édifices une plate-forme de béton armé, de poser l'ensemble sur d'énormes vérins, avant de les tracter sur un réseau de rails!... Mihai Vădă a ainsi été transportée sur 300 m. Avec ce sens de l'exagération et de l'emphase, souvent teinté d'humour noir, si profondément roumain, le génial illuminé aurait déclaré que l'on pourrait parfaitement célébrer l'office pendant la translation, à peine si les cierges trembleraient.

Unique excursion hors de Bucarest pour compléter le reportage, il nous reste à photographier une « Agroville » de référence. Le principe pour la mise en oeuvre de la Systématisation Rurale était radical: les occupants des maisons étaient expropriés, on leur laissait quelques heures pour quitter les lieux, pendant lesquelles un bulldozer creusait une grande fosse. Dès qu'ils étaient partis, l'engin poussait la maison dans le trou et aplanissait le terrain.

Ce modèle de la « Systématisation rurale » entreprise au début des années 80, judicieusement construit comme vitrine au bord de la route n°1, conduisant à l'aéroport international, est en fait d'un concept architectural assez répandu, jusqu'en Europe de l'Ouest, dans les quartiers ou les agglomérations sous influence des Partis Communistes. Un urbanisme rationnel, banal, où toute imagination a cédé au pragmatisme, à l'efficacité d'un système basé sur le concept de l'homme nouveau, dépersonnalisé, uniformisé jusque dans son intimité, coupé de ses racines, sans référence à des traditions révolues, un modèle absurde qui, dans ce cas exemplaire, se voudrait l'illustration parfaite de l'intuition visionnaire d'Alphonse Allais: construire les villes à la campagne!

La différence est qu'ici, hormis l'aspect présentable des façades qui longent la route, tout ce qui est à l'arrière est à l'image de ce que nous venons de quitter dans la capitale. Bien qu'occupées pour la plupart, les constructions ne sont pas achevées, les réseaux ne sont pas raccordés, les aménagements sont restés en plan. Il n'y a qu'un robinet d'eau au milieu d'un terrain vague pour tout un groupe d'immeubles, on aperçoit ça et là des baignoires sur les balcons, des caisses non déballées, des câbles électriques, des tuyaux, des amas de matériaux délaissés, et, la campagne reprenant ses droits, un enclos grillagé avec des poules, un petit carré de potager... une famille cuisine dehors sur un brasero, du linge flotte au vent.

Avant de rentrer, nous poussons un peu plus au nord, jusqu'à un village où une famille attend avec impatience la visite de Radu. J'ai éprouvé là une des plus accablantes hontes de ma vie, habitué que j'étais aux agapes incessantes de ces derniers jours, malgré les restrictions et les difficultés d'approvisionnement, partout où nous

étions invités. L'accueil est chaleureux malgré une mélancolie palpable, ici l'enthousiasme n'a pas encore effacé l'empreinte des années sombres. Autour d'un verre de Palincă, on distribue quelques assiettes garnies d'un concombre au sel, d'un petit oignon cru et d'une rondelle de Salam, spécialité de Sibiu. Au moment où la maîtresse de maison vient desservir la table, commençant par moi, je fais signe qu'il n'est nul besoin de changer. Silence, regards embarrassés... Le dîner était terminé.

Nous aurions dû repartir la veille pour la France. La voiture, dont l'assurance prendra fin dans quelques heures, est encore plus chargée qu'à l'aller, et les adieux nous ont retenus jusqu'au milieu de l'après-midi. Nous prenons enfin la route, avec la ferme intention de faire étape le plus loin possible. Mais à peine parcourue la moitié de la distance avant la frontière, Radu bifurque tout à coup, en s'exclamant : - « Ce n'est pas possible, tu n'as rien vu de la Roumanie ! ».

La petite route serpente bientôt entre les collines, dans un magnifique paysage, préservé de toute ombre de systématisation, hors du temps. Rien ne semble avoir bougé depuis des siècles. À la sortie d'un virage, nous tombons en arrêt devant une ferme si belle que nous ne pouvons nous empêcher de prendre quelques photos à travers la grille du portail. Le propriétaire vient vers nous avec de grands signes

- « Entrez, entrez, il y a une grillade sur le feu ! ».

Quelques côtelettes plus tard, une musique de fanfare et des clameurs se rapprochent. Tout juste le temps de chercher nos appareils, la noce est déjà là qui défile devant la maison. Un bref arrêt devant les photographes, en roumain une photographie se dit poză et ne peut donc se concevoir sans poser, tous bien figés face à la caméra, et nous voilà conviés à les rejoindre ! Encore deux ou trois côtelettes, politesse élémentaire oblige, le temps pour notre hôte de nous inviter à dormir chez lui, nous partons à pied vers le clocher que nous apercevons au loin.

Il nous faut un bon quart d'heure pour atteindre l'église. Quand nous entrons, les jeunes époux viennent d'échanger les anneaux. Qu'importe, il faut immortaliser l'instant et ce n'est pas tous les jours qu'un photographe de France passe dans la région. Sans la moindre hésitation, on retire les anneaux et le prêtre recommence la bénédiction. La marche nuptiale retentit, nous accompagnons la sortie de la petite église qui avait réuni toute entières les deux communautés villageoises du marié et de la mariée, pour nous diriger vers une grande bâtisse voisine. L'intérieur fait aussitôt penser à une peinture d'un Jérôme Bosch joyeux. Nous traversons une salle transformée en cuisine, où une foule s'agite autour de marmites fumantes et de montagnes de victuailles, pour déboucher dans une sorte de hangar. Une immense table en fer à cheval à été dressée et décorée de fleurs, de guirlandes, garnie d'une multitude de carafes de vin blanc. La double bénédiction nous vaut d'être placés de part et d'autre des mariés et de leurs parents. J'ai peu de souvenir de fête si réjouissante, baignée dans ce monde d'hier que l'on voudrait préserver toujours.

Au petit matin, toilette sommaire dehors avec un seau d'eau glacée, pendant que l'hôte prépare un café. Je comprends alors que, nous ayant à l'évidence laissé le divan fatigué qui lui sert de lit, il a dormi à l'étage dans la chambre de son fils, avec qui il vit seul.

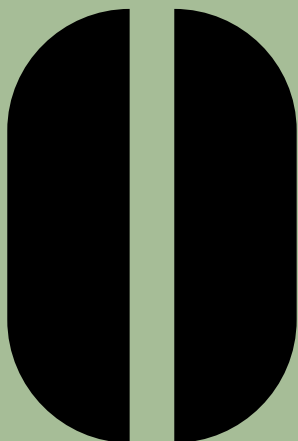
Nous roulons en silence. Après la Puszta, l'interminable plaine hongroise, défilent les longues heures d'autoroute. Je revis l'intensité de tous ces moments. Je revois les images hideuses et pathétiques de la fin des tyrans, le déboulonnage de leurs statues, les autodafés de leurs effigies, la versatilité et la rage dévastatrice des foules. Je me rappelle l'infinie tristesse du visage d'Eugène Ionesco, qu'adolescent j'avais vu, un matin en Provence, engloutir à la suite deux grands verres d'eau-de-vie blanche en dédaignant le café-crème et souvent, des années plus tard, à la Rotonde où il persévérait à réconforter Emil Cioran de L'Inconvénient d'être né, en déjeunant des droits d'auteur de La Cantatrice Chauve, plus de 20 000 représentations au théâtre de la Huchette. Indéniablement, la démesure sied aux roumains !

Les Impressions d'enfance de Georges Enesco ressurgissent, son double concerto de Bach avec un Yehudi Menuhin de 16 ans, le dernier concert de Dinu Lipatti, le Schubert de Clara Haskil, son Mozart avec Fricsay...

Je songe à l'harmonie encore préservée des paysages de Transylvanie, à la générosité de ceux qui ne possèdent rien, à la musique irrésistible des Taraf, à cet heureux (re)mariage, qui ne fut précédé d'aucun divorce. Le moment ne serait-il pas venu, pour qu'un sourire revienne enfin sur une photographie de notre monde de demain, de tout recommencer ?

Gilles Abegg, mars 2025





Monde d'aujourd'hui

**La place
de la
culture**

La place de la culture

Entretien avec Matthieu Dussouillez, Directeur général de l'Opéra national de Lorraine

Quand et où êtes-vous né ? Quelles études avez-vous faites ?

Je suis né en 1985, à Lons-le-Saunier et j'ai grandi dans le Haut-Jura. J'ai un bac scientifique. À l'issue de celui-ci, j'ai fait des études de musique au conservatoire pendant trois ans. J'ai étudié la percussion et les matières d'érudition habituelles. Puis j'ai complété ma formation avec un parcours dans une école de commerce. En parallèle, j'ai fait un parcours avec une médaille en tuba. J'ai suivi ces formations entre Dijon et Nancy.

Quel a été votre parcours avant d'arriver à l'Opéra de Nancy ?

À l'issue de mes études, j'ai travaillé un peu plus d'un an en tant que contrôleur de gestion chez Alstom Transport. Puis, je me suis dit qu'il était dommage de ne pas associer management et musique. J'ai postulé à un stage à l'Opéra de Dijon au sein duquel j'ai gravi petit à petit les échelons. « Petit à petit », même si les choses sont allées assez rapidement. Je suis passé de stagiaire à chargé de production en 2009, à responsable administratif et financier, à directeur administratif et financier et à directeur adjoint, jusqu'en 2018. Et puis, en 2018, j'ai postulé pour le poste de directeur général de l'Opéra de Nancy. Depuis juin 2019, j'occupe ce poste.

Quels souvenirs gardez-vous de la saison tchèque à l'Opéra de Dijon en 2014-2015 ?

Beaucoup de souvenirs. C'était une saison extrêmement dense. J'ai découvert de nombreux spectacles magnifiques au cours de cette saison, que j'ai, par ailleurs, réutilisés à Nancy à l'image de *Brundibár* d'Hans Krása. J'ai beaucoup aimé *Káta Kabanová* de Leoš Janáček, auteur que je connaissais déjà mais davantage pour son œuvre symphonique et sa musique de chambre. J'ai de très bons souvenirs d'un concert d'Anima Eterna avec la *Symphonie du Nouveau Monde* d'Antonín Dvořák, *Vltava* de Bedřich Smetana et puis la *Sinfonietta* de Janáček. J'ai aussi eu beaucoup de plaisir à découvrir davantage certains compositeurs que je connaissais mal, comme Bohuslav Martinů ou Pavel Haas. Il y avait également toute la littérature qui était associée, évidemment Kafka, mais aussi de nombreux autres auteurs. C'était une belle saison autour d'un pays profondément européen.

Jouez-vous encore d'un instrument aujourd'hui ?

Je pratique encore le tuba de manière amateur avec un orchestre d'harmonie. Je joue aussi un peu de piano, là aussi de manière amateur, pour apporter un supplément de sensibilité, d'émotion, qui est nécessaire dans l'équilibre de ma vie personnelle.

En quoi consiste le métier de directeur d'opéra ?

En tant que directeur d'opéra, il y a deux rôles. Le rôle principal est de diriger l'institution et les équipes. Il y a 180 personnes à Nancy et 15 millions d'euros de budget. Il faut donc avoir un projet stratégique, un projet d'établissement et un projet de management pour conduire toutes ces personnes à la réalisation de nos métiers. C'est un métier qui se



diversifie entre un métier traditionnel de producteur, d'organisateur de spectacle, et un métier qui s'ouvre aujourd'hui aux dimensions citoyennes, de lien social comme l'éducation artistique et culturelle. C'est-à-dire un projet qui, comme étant une institution de service public de la culture, se doit d'être une force œuvrante pour maintenir le lien social. La culture, par la Convention de Fribourg, se doit d'être rendue accessible au plus grand nombre. La culture est une fondation pour le vivre ensemble, pour mieux se comprendre, pour développer des qualités chez l'homme qui le distinguent de l'animal. C'est un métier qui lie un rôle de management à un rôle artistique, notamment par la programmation. Je crois qu'avoir la capacité de lire, de comprendre la musique, et éventuellement de la pratiquer, est un plus. Mais il faut aussi accepter, en tant que directeur, de se tenir à distance de cette identité, notamment pour prendre un certain nombre de décisions.

André Malraux disait que « la culture [est] la connaissance de ce qui a fait de l'Homme autre chose qu'un accident de l'univers ». Pourquoi se cultiver ?

L'humanité a besoin depuis très longtemps de transfigurer un certain nombre de choses, d'émotions, de raconter, de se projeter : la culture sert à ça. La culture sert aussi à comprendre, à comprendre l'autre, à mettre des mots, des notes, des images sur des situations. C'est aussi penser le monde autrement, le transcrire, le rendre meilleur, le projeter, le modifier, apporter un espace de liberté et un imaginaire. C'est extrêmement important. Elle permet d'être sur une base très solide pour répondre aux défis qui sont les nôtres. Je crois qu'il est impossible de répondre à ces défis uniquement par la science, la technologie, ou l'intelligence artificielle. Je crois que cette capacité à l'imagination est nécessaire et ne peut être possible que par l'existence de la culture. Aussi, l'humain a en lui des pulsions qui ne sont pas toutes positives. Il y a des pulsions noires. Le meilleur moyen de canaliser ces pulsions noires est la transfiguration par la culture.

Alors, comment se cultiver ?

Depuis plusieurs années, je vois l'essor pour les sports extrêmes, pour les ultra-trails, donc pour le goût de l'effort. De la même façon, se cultiver est un effort. C'est un effort qui est une récompense. Je crois qu'il faut déjà accepter cette idée-là. C'est bien ce qui différencie la culture du divertissement. La culture peut être un divertissement, mais le divertissement n'est pas forcément culture. Faire l'effort chaque jour de lire un texte difficile, au-delà d'être une garantie de bien vieillir, c'est une garantie de progresser. Il faut d'abord comprendre cela. Ensuite, il faut accepter de chercher, de laisser la place à la curiosité. Il s'agit surtout de cela : être curieux, rester curieux. Même aller dans tous les sens, ce n'est pas grave. Il ne faut pas se laisser flotter ou attirer par les explications faciles à l'image de « non, je ne vais pas à l'opéra, ce n'est pas pour moi » ou « non, je n'aime pas l'opéra, c'est difficile ». Mais y es-tu déjà allé ? « Non ». Alors, pourquoi dis-tu que c'est difficile ? Parce que tu as entendu dire « que... ». Le plus important pour se cultiver est d'accepter la curiosité et de cultiver cette curiosité.

Quelles sont les liens entre culture et éducation ? La culture n'est-elle pas le synonyme d'éducation ?

Éducation et culture sont fortement liées, forcément. Il doit y avoir un démarrage par l'éducation afin d'avoir les outils pour pouvoir se cultiver ensuite. Mais il n'est pas non plus nécessaire d'avoir fait une thèse sur l'histoire de l'art pour comprendre un certain nombre de choses. Il y a suffisamment de ressources. Mais encore faut-il, à un moment donné, une éducation, qu'elle soit celle de la famille, celle du milieu scolaire ou celle des études faites plus tard, afin d'avoir quelques outils pour explorer tout notre patrimoine culturel et pour pouvoir donner des clés à sa propre curiosité, notamment sur la création.

Faut-il démocratiser la culture ? Si oui, comment ?

Oui, je crois qu'il faut démocratiser la culture. Dans une société développée, la culture ne doit pas être un marqueur de différenciation entre classe dominante et classe dominée. Je crois qu'il faut que la culture puisse être rendue accessible et fasse le pont avec les gens qui n'y ont pas accès naturellement ou qui sont victimes de malnutrition culturelle. Mais de quelle manière ? Je crois en tout cas que la première des démocratisations, c'est l'éducation ; on y revient. Il faut faire en sorte que l'école soit un endroit qui lutte pour ceux qui sont victimes des inégalités de départ, notamment sur le plan de la malnutrition culturelle. Beaucoup a déjà été fait par les institutions culturelles pour rendre accessibles à tous ces arts. En tant qu'institution culturelle, on essaie aussi de se rendre accessible en allant ailleurs que dans notre lieu. C'est une des meilleures manières : au lieu de faire venir à soi, on va vers. Il y a aussi beaucoup d'efforts faits sur les tarifs. Mais seule l'Éducation nationale et la famille ont la force de frappe pour pouvoir faire un travail de long terme, le travail de fond.

La culture apparaît encore élitiste aujourd'hui, à tort. Comment faire comprendre à tous les citoyens que ce n'est pas le cas ?

La culture apparaît encore élitiste parce que c'est un domaine qui nécessite des clés et peut donc paraître inaccessible lorsqu'il y a un manque d'outils pour l'appréhender. Il y a aussi beaucoup de préjugés, souvent véhiculés par des gens qui n'ont jamais mis les pieds dans une salle de spectacle et qui disent que l'opéra est élitiste. Les préjugés sont

tenaces et il est très difficile de lutter contre. Mais je crois beaucoup à ce qu'on peut faire dans nos sphères d'influence. Je suis très inspiré en ce moment par un livre qui s'appelle *L'Homme qui plantait des arbres* de Jean Giono. C'est un travail constant que d'accepter qu'on ne change pas le monde radicalement, mais que c'est en plantant un arbre après l'autre qu'on peut créer un ruissellement, puis une rivière, et puis une vie qui en découle. D'une certaine manière, la seule réponse qu'il y a à donner, c'est de laisser les institutions culturelles et les artistes faire leur travail et leur permettre de le faire.

Quelle est, selon vous, la place de la culture dans notre société et quelle devrait être sa place ?

La place de la culture, dans la société, reste encore bonne. La France avait quand même une forme d'exception culturelle. Je dis « avait » parce qu'elle est aujourd'hui très remise en cause, mise à mal. Les coupes budgétaires récentes assez spectaculaires voire les propos vertigineux de certains ou de certaines, notamment responsables politiques de région, montrent que l'exception culturelle est dans sa phase descendante. Nous avons malgré cela de bons restes, mais il est temps de les revigorer. Il est temps que les responsables politiques reprennent un attachement pour la chose culturelle car je crois vraiment que l'avenir de nos sociétés, l'avenir de l'Europe — le problème n'est pas que français — sa force, est dans cette vitalité culturelle. Et celle-ci, issue des années des Lumières de l'humanisme européen, nous permettra d'inventer, aussi d'un point de vue scientifique, un monde différent que celui qui est en train de nous être proposé. On ne veut pas du projet d'une société à deux espèces, entre ceux qui ont le pouvoir économique et technologique et ceux qui sont assujettis. Ce n'est surtout pas l'héritage de notre société européenne. Il serait temps, au moins d'un point de vue culturel, de ne pas accepter la vision américaine, mais d'avoir notre propre singularité. La vision américaine de la culture, c'est une culture privée financée par des mécènes. Aujourd'hui, c'est ce modèle économique-là qui nous est proposé ; on nous incite à ça et à avoir une vision gestionnaire des choses. Mais ce n'est pas l'héritage de notre culture, de nos ancêtres. C'est la pyramide de Maslow. Le premier étage, ce sont les besoins physiologiques et ce n'est pas à cet endroit-là que la culture agit. Mais au-dessus, il y a les besoins d'accomplissement, d'estime, d'appartenance où la culture joue un grand rôle. Pour atteindre une société humaine développée, il faut agir sur les cinq étages de la pyramide, pas seulement sur les deux premiers qui ne sont qu'une base, qui constituent le monde animal d'une certaine manière.

Est-ce que la culture peut exister dans une société de consommation de masse ?

Dans une société de consommation de masse qui ne s'en remet qu'au marché, non. C'est bien pour ça qu'il doit y avoir une résistance de projets de société. Par exemple, l'opéra soumis uniquement à la seule loi du marché ne se réduirait plus qu'à une quinzaine de titres, les plus joués, que les gens achèteraient sans problème. Mais ça, ce ne serait pas faire vivre la culture. Ce serait de la rentabilisation d'un produit de consommation. Si le monde des affaires voyait en la culture quelque chose de rentable à court terme, on aurait plus d'argent qu'on en a aujourd'hui, ce qui permettrait une émancipation. Simplement, la culture n'est pas rentable à court terme. Elle peut même parfois être dérangeante pour les affaires. Pour autant, dans un vrai projet industriel de long terme, dans un projet politique de structuration d'une société, la culture est essentielle parce qu'elle permet une inspiration et une unité collective plus forte. Mais ce n'est pas le modèle de société dans lequel nous sommes aujourd'hui.

Diriez-vous que capitalisme et culture sont compatibles ?

Oui, je crois qu'ils sont compatibles sauf si l'on parle de capitalisme non régulé ou de capitalisme néolibéral. Il faut inventer un capitalisme de progrès et non un capitalisme destructeur ou un capitalisme de rentier et c'est bien là le problème.

Quels liens entre culture et politique ?

Pas assez, aujourd'hui. Pour autant, les grands dirigeants du passé ont utilisé la culture comme outil pour porter un projet politique, pour porter des valeurs, pour représenter une société. Il s'agit des grands projets culturels, du soutien à certains courants artistiques et du soutien à toutes ces cultures pour inventer un récit national, le récit d'un peuple. La culture est au service de la politique au sens noble du terme. Elle est, du moins, au service du peuple et de son récit. Aujourd'hui, en France, dans le milieu culturel, nous avons parfois l'impression d'être plutôt une source d'embarras que de force pour le politique. Je crois que c'est une erreur. Même les despotes à travers le monde, d'une certaine manière, utilisent la culture, certes parfois de manière catastrophique, parfois avec des artistes inféodés. Mais la culture a forcément un rôle dans un projet politique.

Quel est le projet de l'Opéra de Nancy ?

Le projet de l'opéra de Nancy est un projet artistique et citoyen. C'est un projet qui a pour but de développer d'un côté des spectacles avec excellence, authenticité, innovation, et de l'autre, un lien social, une société du vivre ensemble, une société qui milite pour que l'art joue ce rôle de catalyseur au niveau social et humain avec évidemment des valeurs d'ouverture, humanistes, de bienveillance, de partage. L'ensemble de cela a pour but de faire en sorte que l'opéra à Nancy soit un art et un lieu incontestable et incontesté, un lieu de convergence d'une société diverse, multiple et idéale. C'est une utopie réaliste d'une certaine manière.

L'opéra est-il un lieu ouvert à tous sans distinction de revenu et d'âge ? Quels exemples pouvez-vous donner de Nancy ?

Oui, il a cette vocation. Il est ouvert à toutes et tous sans distinction de revenu parce qu'il y a énormément d'efforts d'un point de vue de la politique tarifaire. À Nancy, il y a le tarif enfant, le « pass jeunes », qui permet à des jeunes d'avoir des places avec des réductions de plus de 50% dans toutes les catégories, pas seulement dans les catégories inférieures. On peut venir pour 35 euros à la meilleure place un soir de première quand on a moins de 30 ans. Il y a aussi le tarif demandeur d'emploi, les tarifs intergénérationnels, le tarif famille, les tarifs dernière minute. Il y a donc plein de possibilités qui permettent l'accessibilité. La place d'opéra à Nancy fait partie des moins chères de France, avec des places qui sont en dessous des tarifs pratiqués aujourd'hui dans des Zéniths pour des concerts de chanteurs ou de groupes populaires. Les prix arrivent souvent à plus de 100 euros ; à Nancy c'est 88 euros pour la meilleure place. Nous avons même des places à 5 euros. Donc on peut venir à l'opéra pour 5 euros. Au niveau des âges, il y a une offre adaptée du bébé à toutes les générations.

Mais on a toujours mieux à faire en termes d'accessibilité, en termes d'offres proposées. Par exemple, l'Opéra de Nancy a la faiblesse d'avoir une accessibilité à son lieu difficile, notamment pour les personnes à mobilité réduite. Donc nous essayons ponctuellement de rendre les choses idéales, notamment avec un concert solidaire pour les personnes à

mobilité réduite, où nous les accueillons sur le plateau de l'opéra par l'intermédiaire de l'ascenseur qui est dans nos parties de travail.

Alors, pourquoi venir à l'opéra ?

On parlait de « comment se cultiver ». À l'opéra, on fait un voyage culturel à travers différents arts : musique, littérature, poésie, art de la scène, art visuel. C'est le côté spectacle « total ». D'une certaine manière c'est un art total qui ouvre les imaginaires. L'opéra est fait pour tout le monde parce qu'on trouve toujours dans un opéra, même difficile, quelque chose pour nourrir sa soif d'apprendre et sa curiosité. L'opéra est en plus un art accessible parce qu'il y a toujours un support : si ce n'est pas le texte, c'est la musique, si ce n'est pas la musique, c'est ce qu'il se passe sur scène. Rares sont ceux qui osent franchir pour la première fois la chose et n'y trouvent pas un intérêt majeur. L'opéra est également un formidable amplificateur des émotions, un formidable conteur des grands sentiments humains, de ce qui nous traverse, des questionnements. C'est aussi un regard vers l'histoire, l'histoire qui est capable de se projeter dans le futur ou dans le présent en se renouvelant perpétuellement. C'est possible car les œuvres sont tellement solides qu'elles permettent tout un tas de ré-interprétations, de re-lectures. Et puis l'opéra est aussi un endroit de création. L'opéra a été le principal contributeur au récit collectif pendant des siècles. Après ce fut l'essor du cinéma et maintenant des séries mais l'opéra contribue encore à ce récit collectif, notamment le récit d'où l'on vient et de là où l'on peut aller.

Est-ce que l'opéra, qui programme beaucoup d'œuvres du passé, peut vraiment parler d'aujourd'hui et de l'avenir ?

Les œuvres du passé sont suffisamment robustes et, surtout, traitent de thématiques qui sont encore très présentes aujourd'hui. Par ailleurs, un opéra, c'est certes une partition et un livret, mais c'est aussi, dans l'intention de départ, une mise en scène. Et donc une mise en scène, c'est un créateur. Quand on fait une nouvelle production, c'est un artiste d'aujourd'hui qui raconte quelque chose d'aujourd'hui. L'opéra, est certes très patrimonial à l'origine, mais d'un patrimoine qui se relit et qui se maintient vivant en permanence. Et puis l'opéra continue à écrire, à contribuer à l'enrichissement du répertoire. À Nancy, cette année, nous avons, dans les trois mois qui viennent, deux créations d'opéra, deux nouvelles œuvres.

Dans cette logique, pourquoi programmer un opéra comme *Brundibár* aujourd'hui ?

Brundibár est un opéra d'Hans Krása écrit et joué en orphelinat dans les camps de concentration, instrumentalisé un temps par les nazis pour leur propagande puis interdit. Suite à cela, les nazis ont déporté tous ceux de ce camp. C'est une formidable histoire : un formidable acte de résistance de six enfants qui veulent sauver leur maman en trouvant du lait. Le fameux *Brundibár* les interdit de chanter, de jouer de la musique, pour pouvoir gagner de l'argent et acheter du lait. C'est une lutte contre le totalitarisme incarné par *Brundibár* dans l'histoire. C'est à la fois une catharsis et une mise en abîme de ce qui se passait dans les camps et un formidable témoin mémoriel de l'histoire. Reprendre cet opéra aujourd'hui, c'est à la fois contribuer à l'éducation des plus jeunes et rebattre cette question de la montée des totalitarismes dont nos sociétés sont très fortement victimes et, en ce moment, de manière très abrupte à l'image de la montée des populismes ou

des déchirements entre les peuples. Je pense notamment au conflit israélo-palestinien et du racisme et de l'anti-sémitisme qui en découle. D'une certaine manière, programmer *Brundibár*, c'est aussi remettre ces sujets sur nos scènes contemporaines car ce travail de mémoire est loin d'être terminé.

Avec tous les intérêts que vous avez listés et expliqués, comment expliquer les baisses de subventions à la culture, à l'image de la réduction vertigineuse de près de deux tiers des subventions dans Les Pays de la Loire ? Et plus précisément aux opéras et institutions musicales ?

Malheureusement, le divertissement devient dominant dans le secteur culturel. Là encore la culture doit faire face à certains préjugés sur le fait que ce soit difficile, que ce ne soit pas pour tout le monde, que ce soit élitiste, etc. C'est facile de couper quand il n'y a plus d'utilisateurs ou pas assez. Par ailleurs la culture n'est pas perçue comme utile dans un projet de société, notamment dans un projet économique, ou du moins pas assez. C'est une grosse erreur de jugement parce que la culture permet à une société d'être plus performante, aussi économiquement. Lorsqu'on investit dans un opéra, de l'argent dans l'économie locale est générée. Il y a certes les problèmes de finances publiques et nous sommes de gros consommateurs de subventions mais pour une raison claire. Qui dit baisse des dépenses publiques dit coupes un peu partout, y compris dans le milieu culturel, sans vraiment s'interroger sur l'impact à long terme. Ces coupes sont fondées sur une vision à court terme.

Dans tout le spectre du spectacle vivant, il y a une partie qui est considérée encore plus élitiste que le reste qui est déjà considéré comme tel : c'est la musique classique et l'opéra. De surcroît, comme ce sont souvent les opéras et la musique classique qui ont les plus grosses subventions parce que les plus gros effectifs, on dit qu'on peut bien l'abandonner, leur enlever un million, ils en auront encore six. C'est un peu prosaïque mais c'est comme ça que c'est présenté. Ce qui, encore une fois, est une vision court-termiste.

Je pense aussi qu'il y a un problème de décalage. Qui est l'utilisateur et qui finance ? Je prends l'exemple de l'Opéra de Nancy. Sa zone de plus fort rayonnement est la métropole du Grand Nancy, voire le département, mais ni la métropole, ni le département ne finance l'Opéra de Nancy. Il faudrait des réformes territoriales d'ampleur pour que les structures soient portées par les bons financeurs ou au moins complétées par les bons financeurs. Mais cela, c'est un projet politique, ce n'est pas entre nos mains. L'avenir de la finance publique est peut-être aussi dans la création de fonds, de taxation spécifique qui viendrait financer des fonds de dotation culturelle. Il faut faire de l'innovation politique et fiscale sur cela. Je crois que la solution, en ce qui concerne les opéras, est dans le local, mais dans un local qui retrouve de l'air dans sa relation avec l'État et notamment les dotations.

Comment l'opéra peut-il se réinventer tout en restant lui-même face à ces défis ?

Pour les institutions culturelles dans Les Pays de la Loire, là, je ne sais pas comment elles vont faire. À un moment donné, il y a des baisses qu'on ne peut pas encaisser. Dans cette logique, il faudrait que l'opéra se réinvente avec des effectifs divisés par 10. Donc, ce ne serait plus tout à fait la même chose. Ça existe. On peut prendre l'inspiration de Britten avec l'English Opera Company qui avait écrit, parce que pas de moyen, des œuvres pour 5, 6 musiciens. C'est très beau et très créatif mais il ne faudra pas espérer, avec de telles baisses, qu'on puisse encore jouer *La Bohème* de Puccini ou *Carmen* de Bizet. Si on bais-

sait de la même façon les subventions de l'Opéra de Nancy demain, on ne pourrait même pas se réinventer. Ce serait même peut-être le titre qui changerait.

Si vous aviez des élus en face de vous et que vous deviez leur expliquer en une seule phrase pourquoi financer la culture, que diriez-vous ?

Financer la culture, c'est financer l'avenir. C'est financer un avenir serein avec évidemment des exigences, un cahier des charges. Mais il s'agit de financer à long terme un secteur qui peut être porteur de solutions pour les maux qui traversent notre pays. La violence, la baisse du niveau intellectuel, les problèmes de sécurité, les problèmes de liens sociaux, nous sommes porteurs de réponses sur tous ces sujets-là.

Que venir voir à Nancy ces prochains mois ?

Je crois qu'il faut venir voir les œuvres de création pour voir à quel point l'opéra est vivant. Je pense notamment à *L'Avenir nous le dira*, en avril, composé par Diana Soh, inspiré de *Deux ans de vacances* de Jules Verne et de *Sa Majesté des mouches* de Golding qui racontent l'histoire d'enfants plus ou moins grands qui se retrouvent seuls, sans adultes, et qui inventent une société. Dans *Sa majesté des mouches*, c'est plutôt pessimiste, puisqu'on s'aperçoit que les enfants mettent en place une société pire que les adultes. Mais dans le projet d'Alice Laloy, d'Emmanuelle Destremau et de Diana Soh, il y a certainement quelque chose de plus optimiste qui se trouve dans une société et des inventions faites en pensant à la nature, à la planète et une société plus juste.

Et puis, il faut venir voir *Les Incrédules* en juin prochain, le « Nancy Opéra Experience 3 », qui est un travail de collecte de témoignages de personnes qui ont été interrogées sur la question du miracle. Le miracle qui a plutôt disparu aujourd'hui. La science explique un certain nombre de miracles. Pour autant, on s'aperçoit que dans certaines têtes et dans certaines villes, comme Naples, le miracle a encore toute sa place. Qu'est-ce que cela raconte de nous ? Qu'est-ce que cela raconte aussi de nos esprits ? Quelle matière poétique cela représente-t-il pour écrire un livret d'opéra ? Quelle matière musicale cela représente-t-il pour écrire une partition ?

Un message pour nos lecteurs ?

Continuez à cultiver l'amitié franco-tchèque. Elle est porteuse. Elle est belle. Elle est fertile. Elle fait partie des amitiés les plus poétiques de notre histoire. Il faut la préserver.

Propos recueillis par Raphaël Joyeux

Focus

Brundibár de Hans Krása

La création et les premières représentations de l'opéra pour enfants **Brundibár**, du compositeur tchèque Hans Krása, eurent lieu dans un contexte historique qu'il est important de rappeler.

L'orphelinat de la rue de Belgique

Hans Krása compose son opéra en 1938, sur un livret de son ami l'écrivain Adolf Hoffmeister, pour le présenter de manière anonyme à un concours organisé par le Ministère de L'Education et de la Culture Tchécoslovaque.

Ce concours n'eut jamais lieu. À la fin de cette même année 1938, les accords de Munich privaient la Tchécoslovaquie d'un grande partie de son territoire, et en mars de l'année suivante, le pays passé sous domination nazie était scindé en deux entités : une Slovaquie indépendante dirigée par le régime clérico-fascisant de Jozef Tiso, et un Protectorat de Bohême-Moravie sous juridiction allemande.

Comme bientôt dans le reste de l'Europe occupée, la situation des Tchèques de confession juive, dont Krása faisait parti, se dégrada dès lors très rapidement : port de l'étoile jaune obligatoire, réduction des rations alimentaires, liberté de circulation limitée, interdiction de participer à des manifestations culturelles ou sportives, interdiction de travail dans de multiples secteurs, déscolarisation forcée.

Cependant, à Prague en particulier, une vie culturelle clandestine commence à s'organiser rapidement. Bannis de la vie culturelle professionnelle, artistes et anonymes juifs résistent à cette tentative de déculturation en organisant chez des particuliers conférences, concerts, et représentations théâtrales. On y arrive un par un, pour ne pas éveiller les soupçons, et pour ne pas risquer d'enfreindre le couvre-feu, on dort sur place, avant de ressortir, un par un, au petit matin.

Un des lieux privilégié de ces réunions culturelles clandestines était l'orphelinat juif de Prague situé rue de Belgique, dans le quartier de Vinohrady. Son directeur, un mélomane passionné et chanteur amateur, Rudolf Freudenfeld, entreprit ainsi avec les adolescents de son orphelinat des représentations de *Nous construisons une ville* de Paul Hindemith ou du *Gros grand-père, les voleurs et le détective* du compositeur tchèque Jaroslav Křička. En juillet 1941, pour son cinquantième anniversaire, se trouvèrent réunis autour de lui le chef d'orchestre Rafael Schächter, Hans Krása et l'ancien directeur de la scène du Théâtre National, František Zelenka. Ils convinrent ensemble, puisque l'œuvre n'avait encore jamais été représentée, de préparer la création de *Brundibár* dès les semaines suivantes. Rafael Schächter, qui devait diriger ces représentations, commença un travail de répétitions hebdomadaires avec les pensionnaires de l'orphelinat, qui s'interrompt en novembre 1941. Le 27, Schächter faisait parti du premier convoi en partance pour le camps de Terezín.



C'est donc le fils de Freudenfeld, Rudolf junior, qui prit en charge la suite du travail musical. František Zelenka se chargea du décor, qui consistait en une palissade sur laquelle trois affiches représentant un chat, un chien et une fauvette étaient collées. Une ouverture circulaire dans chacune d'entre elles permettait à un chanteur d'y glisser sa tête. La première représentation — la partition d'orchestre ayant été perdue, la réduction pour piano est adaptée pour piano, violon et percussions — eut lieu dans la salle à manger de l'orphelinat, au cours de l'hiver 1942-1943, alors que Zelenka et Krása avaient à leur tour été déportés vers Terezín.

Le camp de Terezín (Theresienstadt)

En juin 1940, la Gestapo prend le contrôle de la ville de garnison fortifiée de Terezín (Theresienstadt), fondée à la fin du XVIII^e siècle par l'empereur Joseph II pour sécuriser la frontière avec la Prusse. C'est d'abord la *Kleine Festung* (Petite Forteresse), située en dehors des remparts, qui est utilisée comme prison pour les opposants.

En octobre 1941, la ville elle-même est évacuée, et transformée en camps-ghetto pour les juifs tchèques. Le 20 janvier 1942, lors de la Conférence de Wannsee à Berlin, qui planifie l'extermination des juifs d'Europe, le double statut du camp de Terezín est défini : camps de transit pour les juifs tchèques en attendant leur déportation vers les camps d'extermination de l'Est (Sobibor, Treblinka et Auschwitz en particulier), d'une part, et, d'autre part, ghetto pour les juifs du Reich âgés de plus de 65 ans et les *Prominenten*, c'est-à-dire les juifs dont la notoriété rendrait suspecte la disparition brutale. Le camp est officiellement « auto-géré », un conseil de détenus étant chargé d'y organiser la vie commune, sous commandement des nazis.

Bien que n'étant pas un camp d'extermination et d'exploitation systématique de la force de travail, les conditions de survie à Terezín sont particulièrement éprouvantes. Dans une



ville conçue pour accueillir 7 000 habitants, jusqu'à 50 000 personnes vont s'entasser. Les détenus y sont logés dans des baraquements sommaires, par catégories — hommes, femmes, enfants. Les familles sont ainsi séparées dès leur arrivée, et les effets personnels strictement contingentés. La malnutrition, les mauvaises conditions d'hygiène et la maladie font des ravages. Sur la seule année 1942, on estime à 16 000 le nombre de décès. Entre 1941 et 1945, 140 000 personnes transiteront par le camp, dont 33 000 meurent sur place et 80 000 sont déportées vers les camps de l'Est. Sur les 15 000 enfants passés par le camp, à peine 1 100 survivent.

Parmi les premiers convois qui arrivent en novembre 1941 se trouvaient déjà de nombreux artistes — avec parmi eux le chef Rafael Schächter, puis František Zelenka et Hans Krása —, qui vont dans un premier temps poursuivre la vie culturelle qu'ils avaient mise en place à Prague, proposant aux autres détenus des soirées musicales. Cette activité, d'abord clandestine, se voit progressivement autorisée, puis étrangement encouragée par les nazis, qui y voient peut-être un moyen d'éviter des mouvements de révolte. En 1942 se trouve ainsi officialisée la *Freizeitgestaltung* (Organisation des Loisirs), qui prend en charge l'organisation de la vie culturelle du camp, soumise à la censure. Cette vie culturelle, dans de telles conditions de vie et de détention, reste pour les historiens extrêmement difficile à cerner et à évaluer, et ne cesse bien sûr de poser question.

Au gré des arrivées et des départs de déportés, en fonction des instruments et des musiciens disponibles, ce sont non seulement des concerts de musique de chambre, mais également des concerts de musique symphonique — un orchestre est tant bien que mal constitué sous la férule de Karel Ančerl — que des représentations d'opéra — au seul piano cependant, et avec des moyens scénographiques sommaires — qui ont lieu plusieurs fois par mois. Les capacités musicales de chacun sont mises à contributions. Les quelques témoignages de survivants qui nous sont parvenus disent à quel point cette

activité culturelle fut essentielle pour qu'ils puissent rester, à leur propres yeux, des êtres humains.

Brundibár à Terezín

En juillet 1943, l'ensemble de l'Orphelinat Juif de Prague est déporté à Terezín. S'y trouvent ainsi réunis tous ceux qui avaient pris part à l'élaboration et aux représentations de *Brundibár*. Sous l'égide de la *Feizeitgestaltung*, de nouvelles représentations sont mises en chantier. Les répétitions ont lieu dans le grenier du Bloc L 417, et la « première » se déroule le 23 septembre 1943 dans la caserne « Magdeburg ». Hans Krása écrit une nouvelle version orchestrée en fonction des effectifs à sa disposition dans le camp, pour treize instruments : flûte, clarinette, trompette, guitare, accordéon, piano, percussion, quatre violons, violoncelle et contrebasse. Les représentations de *Brundibár* furent un des événements majeurs de la vie culturelle du camp. On estime à 55 le nombre de représentations qui eurent lieu à Terezín.

Une de celles-ci eut lieu dans des circonstances particulièrement ambiguës. En 1943, 500 juifs danois sont déportés à Terezín. Le gouvernement du Danemark — resté en place pendant l'occupation du pays — obtient des autorités nazies qu'une visite de délégués de la Croix-Rouge puisse avoir lieu dans le camp en juin 1944. Les nazis organisent alors une vaste opération de propagande : pour masquer la surpopulation, un grand nombre de juifs du camp sont déportés vers Auschwitz ; les rues où doit passer la délégation sont refaites — par les détenus eux-mêmes — et de fausses façades de cafés et de commerces sont installées ; de même, les baraquements qui doivent être visités sont réaménagés ; enfin, une représentation de *Brundibár* est organisée, non plus dans l'étroite caserne Magdeburg, mais au gymnase qui se situe à l'extérieur des fortifications. La délégation du CICR est totalement dupe de l'opération.

Dans les mois qui suivront, la quasi totalité de ceux qui avaient participé aux représentations de *Brundibár*, de même que Hans Krása, sont déportés vers Auschwitz, où ils sont pour la plupart gazés dès leur arrivée.

Štěpán Smažiček



Regards tchèques

**Systèmes
scolaires
tchèque
et français**

Comparaison des systèmes scolaires tchèque et français

«L'éducation en Tchéquie est plus encyclopédique, en France, on privilégie une approche plus analytique.»

Les systèmes éducatifs varient considérablement d'un pays à l'autre, chacun offrant une approche unique à la formation des esprits de demain. Les systèmes scolaires tchèque et français présentent un certain nombre de similitudes, mais aussi des différences notables. Il est essentiel de comprendre ces différences, car aucun système n'est parfait. En comparant différents modèles, nous pouvons nous inspirer de certains et nous améliorer ou reconnaître les mérites de pratiques que nous n'avions pas considérées auparavant. Cependant, la plupart des gens ne connaissent que le système scolaire de leur propre pays. Cet article vise à donner un aperçu des différences entre les systèmes scolaires tchèque et français, sur la base de mon expérience personnelle dans ces deux pays.

Il est important de noter que mon point de vue est quelque peu subjectif. En tant qu'étudiante tchèque ayant passé la majorité de mon parcours scolaire dans le système tchèque, je n'ai connu le système scolaire français qu'à la fin de ma scolarité, en particulier au lycée. En ce sens, je suis en quelque sorte une «outsider», bien que je sois officiellement une lycéenne française maintenant, je ne partage pas le même parcours scolaire que les autres étudiants. Par conséquent, ma comparaison n'est pas une analyse parfaite, mais

plutôt une observation fondée sur mes expériences dans les deux systèmes.

Tout au long de cet article, je me concentrerai principalement sur le système scolaire tchèque, en proposant une comparaison qui reflète mon point de vue personnel en tant qu'élève tchèque et française. Étant donné que de nombreux lecteurs connaissent déjà le système français, j'espère apporter un éclairage sur les particularités du système tchèque.

Le système

Le système tchèque se distingue du système français par la durée de la scolarité. En République tchèque, les enfants devraient commencer l'école primaire à l'âge de 6 ans, mais 20 à 25 % des enfants bénéficient d'un «odklad» c'est-à-dire qu'ils n'entrent en première année qu'à l'âge de 7 ans et commencent donc plus tard. Cette situation devrait changer avec une nouvelle loi, car les statistiques comparables d'autres pays de l'UE montrent qu'environ 5 % des enfants devraient bénéficier d'un tel décalage.

La durée de la scolarité obligatoire en République tchèque est de 9 ans, jusqu'à la fin du collège. Une différence majeure réside dans le fait que l'école secondaire tchèque compte une année supplémentaire : le lycée dure 4 ans.

Cela ralentit l'ensemble du système d'une année : les étudiants de la République tchèque obtiennent leur diplôme de fin d'études secondaires à 19 ans et, en raison des « odklady » mentionnés plus haut, beaucoup d'entre eux l'obtiennent même à 20 ans.

Après les neuf années obligatoires, les élèves peuvent choisir de quitter l'école ou de poursuivre leurs études au lycée. Après ce dernier, les étudiants peuvent soit entrer dans la vie active, soit poursuivre leurs études dans les études supérieures.

Le système tchèque n'a pas l'équivalent des « classes préparatoires » ou des « Grandes Écoles » françaises, et les étudiants entrent directement dans les universités, qui fonctionnent de la même manière qu'en France. Il n'existe pas de plateforme similaire à Parcoursup en République tchèque, chaque candidature se fait séparément et coûte environ 800 couronnes tchèques (approximativement 32 euros). L'admission n'est généralement pas basée sur les résultats scolaires, mais sur les résultats d'examens spéciaux, conçus comme des examens d'admission aux universités.

L'une des principales différences entre les systèmes scolaires tchèque et français est le nombre d'heures passées à l'école par jour. La différence est la plus marquée au lycée, où en France les élèves sont à l'école souvent jusqu'à 18 heures. Cela n'est pas le cas dans la plupart des lycées tchèques — les élèves commencent aussi à 8 heures, mais finissent plus tôt, autour de 15 ou 16 heures — cela dépend, bien sûr, de l'établissement et du type de lycée que les élèves fréquentent.

Les heures de cours sont aussi moins longues : en Tchéquie, un cours dure 45 minutes, au lieu de 55 minutes ou une heure comme en France.

Les journées scolaires en Tchéquie sont donc moins longues, mais cela est en partie compensé par les vacances scolaires qui sont moins longues qu'en France. Il s'agit toujours de l'ensemble des deux mois d'été, juillet et août, plus les week-ends qui les entourent. Comme en France, la rentrée scolaire a lieu début septembre. Les vacances durent environ deux semaines autour de la période de Noël et une semaine pour les vacances de printemps. Il y a aussi les jours fériés, autour du 28 octobre et à Pâques, auxquels s'ajoutent deux jours de congés. Le chef d'établissement dispose ensuite de cinq jours de congé qu'il peut utiliser à tout moment de l'année, mais que la plupart des établissements rattachent à divers jours fériés.

Le programme scolaire

Depuis 2004, le système tchèque laisse une grande liberté aux écoles, car le programme d'études gouvernemental ne contient que des résultats obligatoires de base ou plutôt des connaissances, mais pas de programme fixe. Chaque école doit le déterminer dans son propre programme scolaire, qui est alors contraignant. Cela présente des avantages et des inconvénients. S'il s'agit d'une école progressive dont la direction s'intéresse aux méthodes d'enseignement modernes, l'école peut s'engager sur la voie de l'apprentissage par projet, de diverses combinaisons de matières et d'une relative liberté.

Mais s'il s'agit d'une école traditionnelle où personne n'est prêt à s'engager dans une quelconque modification du système établi, une telle école pourrait encore en théorie enseigner de la même manière que dans les années 1980, mais sans enseigner le communisme. Les enfants y apprennent encore d'énormes quantités de faits et de données sans se préparer à

un monde et à une société qui évoluent rapidement. Pourtant, ces écoles sont encore majoritaires en République tchèque, et la mémorisation y prévaut toujours sans véritable enseignement de la pensée critique ou des compétences clés et de la maîtrise de la lecture et de l'écriture. En tchèque, par exemple, la syntaxe est encore enseignée en détail au collège, les enseignants insistent surtout sur l'orthographe et l'expression écrite a beaucoup moins de place. Le premier niveau se concentre également sur l'enseignement de l'orthographe, qui est relativement exigeant en tchèque, ce qui laisse moins de temps pour travailler et comprendre le texte.

Le nouveau programme devrait changer tout cela, mais on peut se demander si les enseignants des écoles traditionnelles l'appliqueront réellement comme ils le devraient et modifieront les leurs. Même ce programme, qui doit s'appliquer à partir de 2027, est très vague et laisse aux écoles une grande liberté, même en ce qui concerne le nombre d'heures par matière.

Point de vue d'enseignant

Kateřina Malečková est une professeure tchèque qui a pu enseigner dans les deux systèmes scolaires, dans un gymnázium tchèque à Brno de 2004 à 2011, puis au Lycée Alphonse Daudet à Nîmes de 2011 à 2014, à Sorbonne Université de 2015 à 2017, à Aix-Marseille Université de 2018 à 2022, et, depuis 2023, elle enseigne au Lycée Carnot à Dijon et à l'Université de Bourgogne.

«En ce qui concerne les méthodes d'enseignement et l'approche pédagogique je trouve qu'en France, l'enseignement met un accent particulier sur l'Histoire et la littérature françaises, avec une volonté de transmettre une culture nationale.

En République tchèque, l'histoire et la littérature sont enseignées en mettant

en avant l'héritage national tout en intégrant des perspectives plus larges, à la fois européennes et mondiales. Les élèves doivent connaître en détail des auteurs majeurs comme Karel Čapek ou Milan Kundera, mais aussi être capables de situer leurs œuvres dans un contexte plus large. L'histoire et les littératures européennes et mondiales font une partie essentielle du programme. Cela s'explique en partie par le fait que les Tchèques appartiennent à une «petite nation» dont l'existence a été menacée à plusieurs reprises au cours de l'Histoire, ce qui rend essentiel la connaissance de l'Histoire et de la littérature de leurs voisins ainsi que des grandes puissances. Cette position a également renforcé la nécessité d'apprendre des langues étrangères, le tchèque étant une langue rare peu parlée en dehors du pays.

L'éducation en Tchéquie est plus encyclopédique, avec une forte importance accordée à la mémorisation. En France, on privilégie une approche plus analytique et argumentative, avec davantage de discussions et d'exercices de rédaction.

Je vois aussi une distinction importante entre les deux systèmes d'enseignement de la littérature.

En République tchèque, l'étude de la littérature suit souvent une approche chronologique, ce qui permet aux élèves de comprendre l'évolution des courants littéraires et de situer les auteurs dans leur contexte historique. Cette méthode permet d'étudier les grandes périodes littéraires dans l'ordre, du Moyen Âge à la littérature contemporaine, en insistant sur les liens entre les événements historiques et la production littéraire.

En France, à l'inverse, l'approche est généralement thématique. Les élèves peuvent être amenés à explorer un thème précis à travers des œuvres d'époques différentes. Cela permet une comparaison

plus immédiate des auteurs, des styles, et des époques. Le focus est souvent mis sur les relations entre les œuvres, les genres littéraires, et les idées qui les traversent, plutôt que sur leur évolution chronologique.»

Une sélection trop précoce

Les experts critiquent également le caractère sélectif du deuxième cycle de l'enseignement tchèque. En effet, les enfants en cinquième année de primaire (à l'âge de dix ou onze ans !) peuvent passer des examens d'entrée dans ce que l'on appelle les lycées de huit ans ou gymnasiums. Les enfants bénéficiant d'un plus grand soutien familial et d'une meilleure situation financière sont généralement admis, car leur situation leur permet une meilleure préparation aux examens difficiles. Cela abaisse le niveau du deuxième cycle de l'école primaire, où les meilleurs enfants partent, et il n'y a pas de véritable inclusion dans la classe, c'est-à-dire que les enfants travaillent ensemble à des niveaux différents. Dans le même temps, les élèves des gymnasiums doivent suivre le même programme que ceux qui ne sont pas partis du deuxième cycle, et les enfants n'y mémorisent donc souvent que davantage de faits et de données. Les experts soulignent que cette sélection précoce des enfants élargit considérablement l'écart social dans la société.

Certains enfants peuvent ensuite intégrer des lycées de six ans en septième année, également après avoir passé des examens très exigeants, mais ils sont beaucoup moins nombreux.

En outre, le problème est qu'il existe aujourd'hui un important commerce autour de la préparation des examens d'entrée, où les parents paient parfois des cours préparatoires coûteux et exigeants pour des enfants dès l'âge de neuf ans, et ces enfants ont alors beaucoup plus de chances que leurs camarades.

Une grande rupture se produit alors en neuvième année, lorsque tous ceux qui veulent aller au lycée (et qui ne sont pas déjà dans des lycées de six ou huit ans) doivent également passer des examens d'entrée. De nombreux élèves brillants ne seront donc pas admis au lycée général, car les capacités d'accueil dans les filières générales sont faibles. Les enfants des familles qui peuvent consacrer davantage de ressources à la préparation des examens ont plus de chances d'être admis. Les élèves qui n'accèdent pas au lycée général se retrouvent alors dans les filières d'apprentissage (lycée professionnel ou école professionnelle), qui sont très souvent peu prometteuses. Cependant, les fondateurs des écoles secondaires, qui en République tchèque sont les régions, sont parfois, surtout dans les grandes villes, incapables d'augmenter la capacité d'accueil des lycées sélectifs souhaités.

La spécialisation

Une autre grande différence entre les systèmes scolaires français et tchèque réside dans la manière dont les étudiants se spécialisent dans leurs études. En France, les élèves vont soit dans un lycée technologique ou professionnel, c'est-à-dire des établissements spécialisés dans un domaine, soit au lycée général. Dans ce dernier, les élèves doivent choisir leur spécialisation très tôt, à la fin de la Seconde, lorsqu'ils ont 15 ou 16 ans. Cette décision peut avoir un impact important sur leur futur parcours scolaire et professionnel. Les spécialités déterminent souvent l'orientation de leurs études supérieures et de leur future carrière, ce qui rend la décision cruciale.

Dans le système tchèque, la décision est encore plus importante : en 9^e année, les élèves doivent donc choisir le lycée qu'ils vont fréquenter. L'éventail est large : académies de police, écoles hôtelières, écoles

secondaires d'infirmières, écoles supérieures d'informatique, etc. Ces écoles décideront généralement de leur future carrière et le choix est fait à 14 ou 15 ans, encore une fois à un âge où de nombreux enfants n'ont encore aucune idée de ce qu'ils souhaitent faire.

Lorsqu'ils réussissent les tests d'entrée dans les gymnasiums, les élèves n'ont pas besoin de se spécialiser à un âge aussi précoce. Ils suivent un tronc commun qui comprend un large éventail de matières, telles que les mathématiques, la langue tchèque, l'histoire, la biologie, la physique, la chimie, le sport, l'anglais, etc.

Les élèves de tous les lycées tchèques sont également tenus d'apprendre une deuxième langue étrangère, généralement l'espagnol, l'allemand ou le français. Certaines écoles proposent même le chinois ou le russe.

Dans les lycées tchèques, les élèves peuvent choisir des séminaires et des options. La liste de ces matières dépend de l'établissement, mais elle peut inclure des matières comme le latin, le débat ou l'ingénierie. Cela permet aux étudiants d'explorer divers domaines d'intérêt sans être contraints de s'engager trop tôt dans un domaine spécifique. Par conséquent, les élèves des gymnasiums tchèques obtiennent leur diplôme avec des bases académiques plus souples, ce qui leur permet de faire des choix d'études et de carrière plus ouverts.

Cette approche n'est toutefois pas celle des lycées technologiques, des écoles secondaires spécialisées, où les élèves sont censés poursuivre leurs études dans le domaine spécifique qu'ils ont choisi, comme la technologie, le commerce ou la santé.

Une autre différence notable est l'absence de philosophie obligatoire dans le système tchèque, alors qu'elle est imposée en France en Terminale.

Le BAC

Le BAC français, avec ses coefficients et son contrôle continu, se terminant par les examens de philosophie, de français, le « grand oral » et des deux spécialités en juin en Terminale, est assez compliqué et peut rendre l'expérience de la Première et de la Terminale stressante pour les étudiants, car la plupart de leurs notes comptent pour le BAC. Cependant, cela rend les examens finaux beaucoup moins stressants qu'en République tchèque, par exemple, où le baccalauréat n'est qu'une série d'examens à la fin de la dernière année de lycée et où rien d'autre ne compte pour les résultats finaux.

Le baccalauréat tchèque se compose de deux parties. La première consiste en des épreuves didactiques préparées au niveau central de l'État, que tout le monde passe le même jour, généralement au début du mois de mai. Tous les élèves doivent obligatoirement passer une épreuve en langue tchèque, la seconde étant au choix entre les mathématiques et une langue étrangère. Selon les données, plus d'élèves choisissent une langue étrangère, principalement l'anglais.

Entre fin mai et début juin, les élèves passent la partie scolaire de l'examen final. Ils doivent choisir quatre matières, dont deux doivent être les mêmes que les matières dans lesquelles les tests didactiques ont été passés, les autres pouvant être choisies parmi d'autres matières enseignées par l'école. Cette partie de l'examen de fin d'études est orale, les étudiants tirent une question et y répondent en une demi-heure environ (pour chaque matière).

Les rapports humains

Le rapport entre les professeurs et les élèves, ainsi que les dynamiques sociales au sein des établissements scolaires, varient considérablement d'un pays à l'autre.

Dans les écoles tchèques, le rapport entre le professeur et l'élève est parfois plus proche que dans de nombreuses écoles françaises. Cette proximité permet aux élèves de se sentir plus à l'aise pour interagir avec leurs professeurs, qu'ils voient souvent comme des mentors plutôt que comme de simples figures d'autorité.

Un autre élément qui renforce cette relation est le fait que les élèves ont souvent le même professeur principal tout au long de leur parcours au lycée. De plus, les lycées tchèques comptent moins de classes, moins d'enseignants et moins d'élèves, ce qui augmente les chances de croiser plusieurs fois les mêmes professeurs. Par conséquent, à la fin de leur parcours scolaire, les élèves peuvent se sentir véritablement proches de leurs enseignants, ce qui n'est pas rare dans le système tchèque, où des liens solides se créent parfois au fil des années. Ce phénomène peut même perdurer après la fin du lycée, car les élèves restent parfois en contact avec leurs professeurs, cultivant une relation de long terme.

En République tchèque, les écoles sont généralement plus petites et comptent moins de classes par année (environ deux ou trois). Cette structure permet aux élèves de rester dans la même classe pendant plusieurs années, créant ainsi un esprit de cohésion renforcé. Les élèves se connaissent bien, ce qui crée une atmosphère plus familiale et un collectif de classe plus soudé. Contrairement à la France, où les élèves changent souvent de classe, en République tchèque, les élèves ne modifient leur groupe que lorsqu'ils passent d'un établissement à l'autre (par exemple, du primaire au collège, puis au lycée).

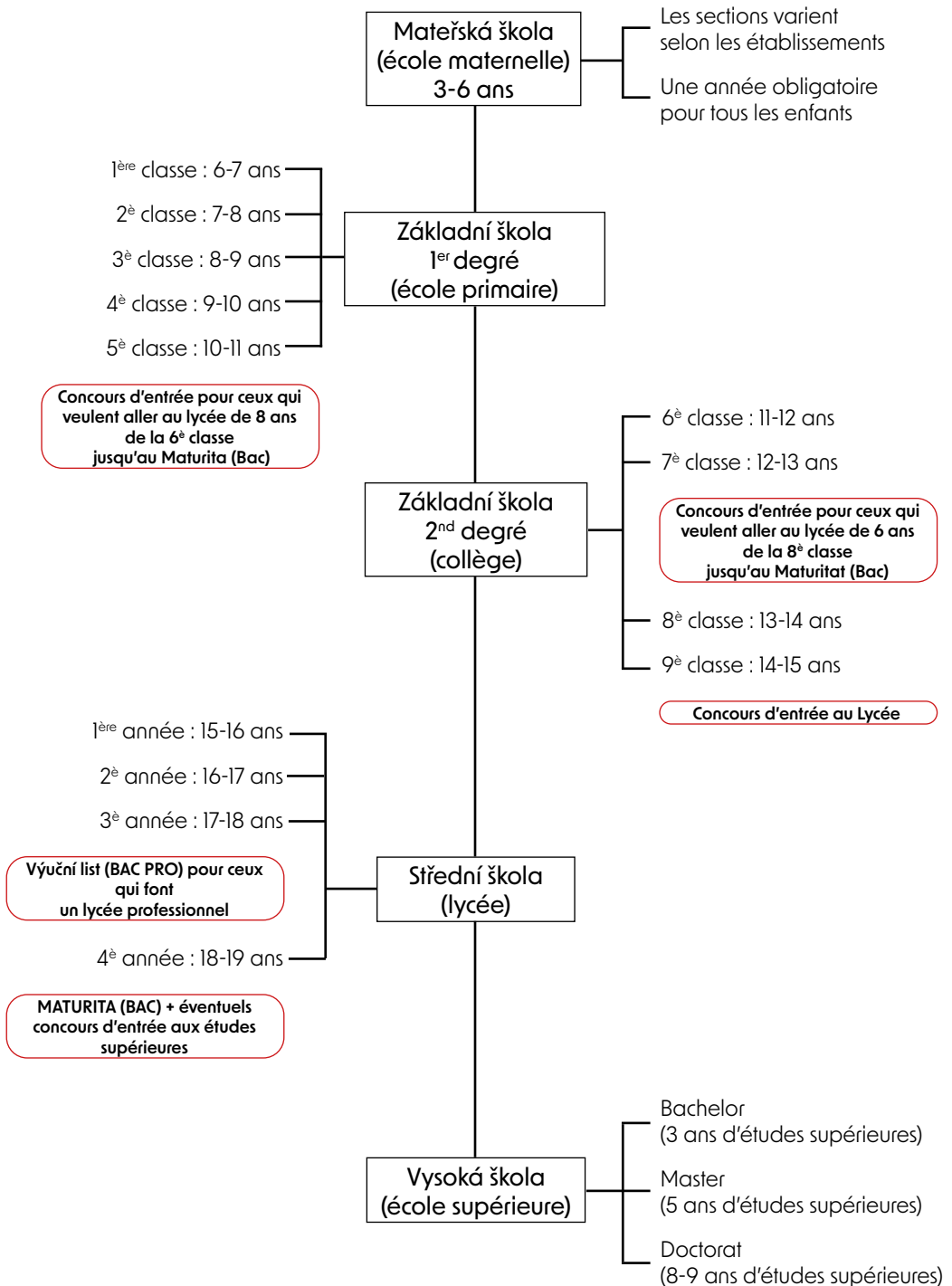
Cette stabilité dans la composition des classes favorise des relations plus intimes et une meilleure connaissance des camarades. Cependant, cela signifie aussi que

les élèves tchèques sont moins forcés de se socialiser avec d'autres élèves en-dehors de leur propre classe, contrairement aux élèves français qui, du fait des nombreux changements de classes, sont amenés à interagir avec un plus grand nombre de camarades.

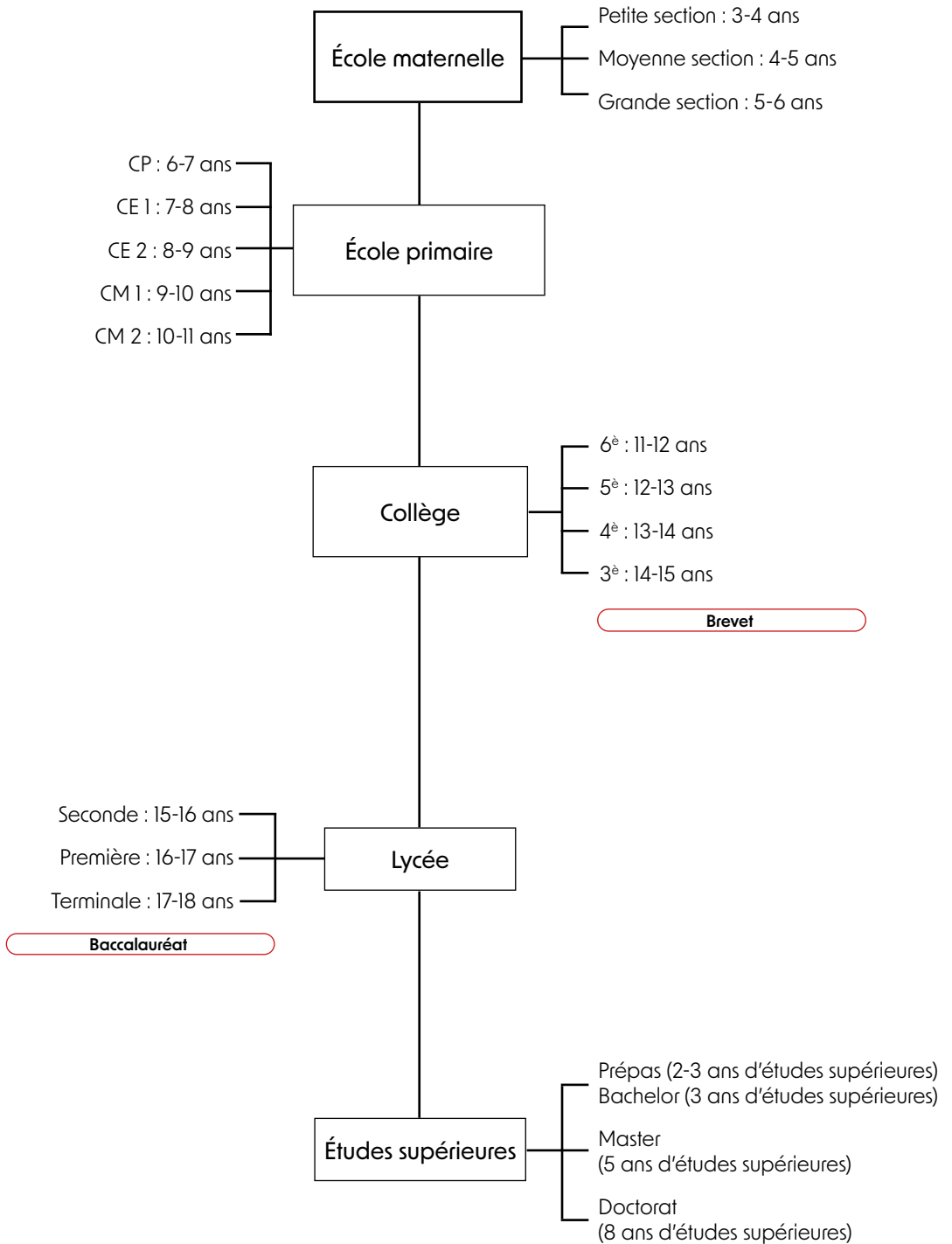
Une particularité du système tchèque est la tradition des rencontres organisées par les anciennes classes. Chaque année, ou presque, les anciens élèves d'une classe se retrouvent pour échanger et voir ce que chacun est devenu. Ce genre de réunion est un moyen pour les élèves de maintenir des liens avec ceux avec qui ils ont grandi et partagé des moments clés de leur parcours scolaire.

Linda Boubinova

République tchèque



France





Paroles d'élèves

**Orientation des
élèves de la
section tchèque**

Que veulent faire les élèves de la section tchèque ?

Entretiens avec Veronika et Zain

Veronika a étudié dans la ville de Brno avant d'arriver dans la section tchèque de Dijon. Elle est maintenant en première année de classe préparatoire aux grandes écoles dans la filière BCPST (Biologie, chimie, physique et sciences de la Terre) dans le même lycée.

D'où viens-tu ?

Je viens de la campagne et plus précisément du village de Babice u Rosic qui se situe à environ 25 kilomètres de Brno et 200 kilomètres de Prague. J'ai passé des concours d'admission pour accéder à l'équivalent du collège, au Gymnázium Matyáše Lercha, à Brno où j'ai étudié de la Quatrième à la Troisième dans une section bilingue. J'avais 10 heures de français par semaine.

Quels sont tes centres d'intérêt aujourd'hui ?

Je jouais beaucoup de piano en Tchéquie mais depuis que je suis partie je joue un petit peu moins. J'ai aussi commencé l'année dernière le tricot et j'adore ça. J'aime tout ce qui est manuel comme la couture, le crochet. Je ne fais pas de sport. J'adore regarder tous les sports mais quand je dois faire du sport, c'est là que ça devient compliqué. Je peux passer toutes mes vacances à regarder du sport à la télévision. Le sport à l'école en Tchéquie m'a traumatisée. Mais le sport en France m'a donné l'opportunité d'apprendre car on change de sport tous les trimestres alors qu'en Tchéquie, on en fait un nouveau à chaque séances.

Quelles spécialités avais-tu en Première ? Pourquoi ?

J'ai choisi Mathématiques, Physique-chimie et Sciences et Vie de la Terre (SVT). Au lycée, j'ai appris à aimer les maths parce que notre professeur était un peu jeune. Il venait de sortir de la faculté. Il devait avoir l'impression qu'on était aussi à la faculté et nous donnait des cours hors programme ce qui nous a permis d'apprendre beaucoup de choses. J'ai pris les maths car j'aimais ça. La physique-chimie parce que j'aimais bien les sciences. Ce qui est drôle, c'est que je ne voulais pas du tout prendre SVT au début. Mais comme je voulais prendre maths et physique-chimie, je me suis dit pourquoi pas SVT, et tout le monde prend les SVT avec ces deux spécialités.

Lesquelles as-tu choisi en Terminale ? Pourquoi ?

En terminale, j'ai gardé SVT, Physique-chimie et j'ai pris l'option Maths complémentaire. À la fin de la première je voulais garder maths et SVT, car SVT en première c'était vraiment génial et le professeur aussi était incroyable. Mais avec maths et SVT, je ne savais pas trop ce que je pourrais faire. Au final, j'ai décidé de garder SVT et physique-chimie avec l'option maths complémentaire : je gardais un peu de tout et je « verrais

après ». J'ai aussi pris cette option car que je me suis dit que, comme j'aimais les maths et que ce n'était que trois heures par semaine, c'était plutôt intéressant de la prendre.

Envisages-tu de retourner en Tchéquie, de rester en France, ou de partir ailleurs pour tes études? Pourquoi?

Pour l'instant, je compte retourner en Tchéquie après cette année. L'année dernière, j'ai fait Parcoursup mais j'ai aussi essayé de réviser pour les concours d'admission en Tchéquie, surtout pour le dentaire, mais j'en ai aussi passé pour la biochimie et la biologie cellulaire. J'ai été prise un peu partout sauf dans le dentaire. Au lycée, j'avais l'internat donc je me suis dit que j'allais refaire encore une année. J'ai donc choisi une prépa BCPST (Biologie, Chimie, Physique et Sciences de la Terre). L'année prochaine, je compte retourner en Tchéquie si je réussis les concours. Mais je pense que, même si je ne réussis pas le concours pour le dentaire, je retournerai en Tchéquie. Je ne compte pas continuer en deuxième année de prépa. J'adore le système de la prépa, mais dans ma filière, la plupart des personnes veulent devenir vétérinaires ou géologues et ce n'est pas du tout ce que je souhaite faire. En Tchéquie, je souhaite aller en médecine, dans le dentaire, la pharmacie ou la biochimie. Je ne peux pas vraiment dire pourquoi je souhaite faire ces études. C'est la même histoire qu'avec la SVT : au début je ne voulais pas faire cette spécialité et au final je veux faire médecine.

Peux-tu nous parler du niveau de travail, de l'intensité de la prépa?

En prépa, il faut réussir à s'organiser. Il ne faut pas tout faire à la dernière minute, sinon, tu ne dors pas. Mais je pense que c'est impossible d'arriver à tout faire en même temps. Il faut donc à un moment arriver à faire des choix puis définir des priorités pour ce qui est plus important par rapport aux autres matières ou là où tu t'en sors le mieux. Il s'agit vraiment de savoir s'organiser. Donc si, par exemple, on arrive à faire les exercices pendant le week-end, donc pendant la semaine, on peut réviser pour le DS ou pour les colles. C'est vraiment trouver son système de travail et après ça va. Par contre, la charge de travail est beaucoup plus importante qu'au lycée.

Quel métier aimerais-tu faire? Pourquoi?

Pour l'instant, j'aimerais vraiment être dentiste car j'aime bien le côté médecin, le contact avec les gens même si je suis plutôt de nature introvertie. Mais dans ce contexte là, le contact humain ne me dérange pas. Par rapport à la médecine, le dentaire me paraît plus « propre » car il n'y a pas beaucoup de sang et c'est un peu plus dans l'esthétique. La pharmacie m'intéresse moins car j'ai plus la vision, qui est fautive, d'attendre et de vendre du paracétamol. Je sais que la pharmacie ne se résume pas à ça, mais dans l'imaginaire collectif, c'est vraiment ça.

Où aimerais-tu travailler dans le futur? Pourquoi?

Je ne sais pas encore vraiment où j'aimerais travailler car, quand je suis en Tchéquie, j'aimerais être ailleurs, et quand je suis ailleurs, j'aimerais être en Tchéquie. Pour l'instant, je souhaite poursuivre mes études en Tchéquie. Pour ce qui se passera après, je ne sais absolument pas ; j'irai peut-être en France ou dans un autre pays. J'ai l'impression que quand je suis chez moi, je ne me rends pas compte de ce qui se passe ailleurs, tout ce qu'on peut découvrir et voir.

As-tu un mot à ajouter par rapport à l'orientation ?

Les choix que j'ai fait avec les SVT et après la prépa n'étaient pas vraiment ce que je voulais faire au début, mais, au final, j'ai voulu faire des SVT et continuer dans cette voie jusqu'à la fin. Je me dis quelquefois que si ça ne me plaît plus, ce n'est pas très grave parce que les études que je vais faire là ne vont pas me définir jusqu'à la fin de ma vie car je peux toujours changer. Tu peux toujours faire ce que tu veux, ce qui te plaît et si ça ne te plaît pas, tu changes.

Zain a étudié dans la ville Brno après être parti de Syrie, son pays natal. Il est aujourd'hui en classe de terminale au sein de la section tchèque de Dijon.

D'où viens-tu ?

Je suis né dans la capitale syrienne, qui s'appelle Damas. J'ai vécu en Syrie pendant 8 ans. Puis, en 2015, moi et ma famille, nous avons décidé d'émigrer pour un meilleur futur. Nous sommes partis en République tchèque parce que nous avions déjà une partie de notre famille qui était là bas. J'ai vécu à Brno pendant sept ans, la deuxième plus grande ville tchèque, qui est plutôt industrielle. J'ai dû apprendre la langue tchèque très vite pour réussir à intégrer des lycées prestigieux. Après avoir réussi les examens pour entrer dans un lycée tchèque d'orientation française, j'ai découvert l'existence de l'opportunité de partir dans une section tchèque en France qui prend place dans deux villes : Dijon, prenant filles et garçons, et Nîmes, ne prenant que des filles. Comme j'étais dans un lycée d'orientation française, qui enseigne beaucoup la langue française, j'ai décidé de postuler pour cette section. J'ai été pris, ce qui m'a permis de me rapprocher de ma vocation et de mon métier à venir : devenir pilote d'avions de ligne. Airbus étant réputé et étant à Toulouse, je voulais faire mon second cycle à Dijon, dans la section tchèque, puis me réorienter à Toulouse pour rejoindre l'ENAC, l'École Nationale de l'Aviation Civile.

Quels sont tes centres d'intérêt aujourd'hui ?

J'aime beaucoup de choses. J'aime la musique mais je ne joue d'aucun instrument même si j'ai déjà fait plusieurs essais. J'ai essayé de jouer de la guitare mais il y a toujours eu quelques complications. J'ai aussi essayé de jouer du piano, mais soit il n'y avait pas de temps, soit je changeais de pays, ce que j'ai fait deux fois. Donc ça a été plusieurs fois compliqué, mais maintenant, j'essaie de temps en temps avec un ami ou une amie qui m'enseigne un peu comment jouer. Mon plus grand centre d'intérêt est le sport, plutôt le triathlon et la boxe. J'aime bien faire de la boxe pour toujours être en capacité de se défendre et le triathlon parce que je trouve que c'est le sport le plus exigeant de tous, avec beaucoup de « cardio ». J'aime bien rouler à vélo, voir la nature, j'aime bien courir, j'aime bien développer ma natation. Je trouve que ça couvre tout. J'essaie aussi de participer s'il y a des événements collectifs, comme un spectacle, comme celui de la section tchèque, ou, par exemple, si quelqu'un a besoin de dessiner quelque chose, j'essaie de l'aider.

Quelles spécialités avais-tu en première ? Pourquoi ?

Pour mon orientation, pour devenir pilote de ligne, c'était plutôt cohérent de faire des spécialités scientifiques. C'est pourquoi, en première, j'ai pris la spécialité Mathématiques, Physique-chimie et Sciences de l'ingénieur.

Lesquelles as-tu choisi en terminale ? Pourquoi ?

En terminale, j'ai gardé les Mathématiques et la Physique-chimie. J'ai arrêté les Sciences de l'ingénieur parce que, dans notre lycée, il n'y a pas beaucoup de pression sur cette spécialité, c'était plutôt libre, et aussi parce que les classes préparatoires et l'ENAC valorisent davantage les gens qui suivent les spécialités Mathématiques et Physique-chimie. En option, j'ai pris Maths expertes, ce qui me permet de développer un peu plus mes capacités en mathématiques et de voir d'autres choses que dans les cours conventionnels.

Quelles études envisages-tu pour intégrer l'ENAC ?

Avant d'intégrer l'École Nationale de l'Aviation Civile, j'aimerais bien faire une année de prépa, ce qui me permettra après de postuler pour devenir élève pilote de ligne. J'ai postulé dans un lycée réputé à Toulouse. Je ne sais pas encore si je serai pris. Après cette année de prépa MPSI (Mathématiques, Physique et Sciences de l'ingénieur), je devrais passer plusieurs concours d'anglais, psychologiques, de maths, de physique pour postuler à l'ENAC.

Tu veux devenir pilote de ligne. Pourquoi ?

Depuis que je suis petit, comme chacun je pense, j'ai changé plusieurs fois d'envie de métier. J'ai voulu être astronaute, j'ai voulu être policier, j'ai voulu être professeur. Puis j'ai voulu devenir pilote d'avion. Au début, c'était pilote de chasse. Maintenant, ce qui m'intéresse le plus, c'est pilote de ligne. Il y a plusieurs raisons. J'aime bien voyager à travers le monde. Je pense que c'est une belle opportunité de voir ailleurs plutôt que de voir un seul pays. Je pense aussi que la vue d'un pilote d'avion doit être très belle depuis le cockpit : quand vous regardez les paysages et les alentours, à côté des montagnes ou à côté de l'Antarctique. Ça va me permettre de vivre une autre chose.

Après tes études, où souhaiterais-tu t'installer ? En Tchéquie, en France ?

Je pense que l'endroit où je vais m'installer et fonder ma famille dépendra plutôt de ma femme. Je pense que moi, comme je vais être pilote, je vais beaucoup voyager dans plusieurs pays du monde. Où est-ce que ma famille va s'installer, mes enfants faire leurs études et fonder leur vie, je ne sais pas encore. J'aimerais un pays de l'Europe parce que je trouve qu'ils sont les plus pacifistes dans le monde, qu'ils me correspondent le plus personnellement, et qu'ils permettront à ma famille de fonder un bon avenir.

As-tu un mot à ajouter sur l'orientation ?

Pour moi, c'est toujours difficile de trouver ma voie, ce qui m'intéresse le plus dans la vie, même maintenant, parce que je suis d'un type de personne qui aime faire beaucoup de choses. J'aime faire du sport, j'aime chanter, j'aime dessiner. Je n'aime jamais me limiter à un type d'activité. C'est pourquoi ça a toujours été difficile de trouver, mais je pense que pilote de ligne pourrait bien correspondre à ma volonté.

Propos recueillis par Emma Troussard

CaféEuropa

revue franco-tchèque

Publication trimestrielle gratuite

Disponible en ligne sur le site

www.cafe-europa.fr

Photographies

Couverture, pp. 39-45, 53 : © Gilles Abegg ; autre pages : ©DR

Design graphique & mise en page



Auryn

Composé en

New Order & Plantin MT Pro

Directeur de la publication

Stephen Sazio

Directeur de la rédaction

Raphaël Joyeux

Comité de rédaction

Linda Boubinova

Raphaël Joyeux

Ondřej Libiš

Emma Troussard

Fabrication

Dépot légal : Mars 2025

eISSN 3074-9409

Si c'était à refaire

2

**Relations franco-tchèques :
mémoires et perspectives**

Paul Lenormand | Jaroslav Kurfürst

Primăvară

Gilles Abegg

La place de la culture

Matthieu Dussouillez

**Les systèmes scolaires
tchèque et français**

**Orientation des élèves
de la section tchèque**

